



# Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT



## 🎯 Information, communication et genre

*Atelier au Katanga \* Clubs d'Ecoute au Sud-Kivu \* Projets pilotes au Niger*

## 🎯 Accès à la terre et participation politique

*Etat des lieux en Afrique de l'Ouest*

## 🎯 Les droits des femmes

*Mariages précoces en Ethiopie \* Violences sexuelles en RDC*

## Sommaire

- 3 | Atelier en information, communication et genre au Katanga
- 5 | Sud-Kivu : Des clubs d'écoute pour renforcer l'éducation au genre et lutter contre le VIH/SIDA en milieu rural et atténuer son impact sur la sécurité alimentaire
- 7 | Atelier sous-régional en Afrique de l'Ouest : Stratégies pour améliorer l'accès au pouvoir des femmes rurales
- 10 | Sénégal : L'accès des femmes rurales au pouvoir – Un état des lieux
- 11 | Visite d'échange et partage d'expériences sur le terrain au Sénégal
- 12 | Niger : Développement des synergies entre les radios communautaires et les centres d'alphabétisation pour les femmes rurales
- 13 | Ouganda/Sénégal: Réunions nationales relatives aux stratégies d'information et de communication pour les réseaux de femmes rurales
- 14 | Fonds Marek : Egalité filles-garçons par le sport
- 15 | FAO: Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes
- 16 | Egalité des droits de propriété, violences sexistes et vulnérabilité au VIH/SIDA
- 17 | Diobass : Eclairage sur les dynamiques de recherche-action paysanne au Burkina Faso
- 18 | Le mariage des enfants, une pratique toujours présente dans l'Ethiopie rurale
- 19 | Les femmes rurales au Sud-Kivu face aux violences sexuelles et à l'impunité – un état des lieux
- 21 | Tous égaux face au droit de manger, boire et posséder la terre
- 22 | Le 4ème Congrès Mondial des Femmes Rurales : un rassemblement des femmes rurales du monde entier
- 22 | Madagascar : profil d'une organisation à la base
- 23 | Ressources – sites Internet et publications

Amies lectrices, amis lecteurs

Ce numéro 13 du Bulletin est l'occasion pour Dimitra et ses partenaires de communiquer leurs activités de ces six derniers mois. Il présentera aussi d'autres thématiques, telles que la situation et les droits des femmes productrices, le droit et l'accès à la terre, à l'alimentation et à l'agriculture durable, l'impact du VIH/SIDA, les violences sexuelles, les nouvelles technologies d'information et de communication, etc.

Dimitra continue de s'investir dans le domaine de l'information et de la communication pour les populations rurales, les femmes en particulier, et de développer ses principes clés : le partenariat, la participation et la mise en réseau. De plus en plus, Dimitra fonctionne en tant qu'interface et rassembleur : faciliter l'accès et le partage de l'information ; agir en tant que canal de communication qui contribue, via les organisations locales d'appui, à connecter les organisations de base au niveau de prise de décision et vice versa ; rassembler des ressources techniques et expertises de différents services de la FAO ainsi que d'autres agences des Nations unies et de développement ; et, enfin, soutenir l'organisation d'ateliers cofinancés.

Dans le Sud-Kivu, le Programme de Renforcement des capacités en genre et en communication des radios communautaires, des clubs d'écoute et des réseaux de femmes rurales a démarré avec un atelier inaugural à Bukavu. A Lubumbashi, un atelier de Renforcement des capacités en information et communication et en genre des organisations paysannes et des radios communautaires de la Province du Katanga a mis en évidence l'importance de la nécessité de renforcer les capacités de la société civile en information, communication, organisation et plaidoyer, particulièrement dans une Province au sous-sol si riche et dont la population est si pauvre. Le rôle crucial des radios communautaires a également été souligné.

Au Sénégal, un atelier sous-régional a traité des stratégies pour améliorer l'accès des femmes rurales aux instances de prise de décision, en particulier en ce qui concerne les politiques de développement de leurs terroirs. Les participants ont identifié et analysé les obstacles socioculturels, économiques, juridiques et politiques qui bloquent ou ralentissent l'accès des femmes rurales à ces

instances dans leurs différents pays, et ont également formulé des stratégies pour remédier à cette situation.

Une visite d'échange dans la région de Thiès a permis à des membres du réseau Dimitra du Sénégal, Niger, Mali et de la Guinée de partager des connaissances dans des domaines tels que l'agriculture durable, le crédit/épargne, la transformation du poisson, des fruits et légumes, etc. Egalement dans le domaine du partage des connaissances, l'organisation Diobass présente les foires de savoirs et les dynamiques de recherche-action paysanne au Burkina Faso, où les paysans et paysannes ont démontré leurs capacités à produire de l'innovation et à susciter des dynamiques de changement.

L'impact du VIH/SIDA en Afrique est énorme. Dans le but d'atténuer l'impact de l'épidémie sur les populations rurales, la FAO a établi des Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes, où les orphelins du SIDA et d'autres jeunes vulnérables apprennent à améliorer leurs compétences en matière d'agriculture et de vie. D'autre part, les données préliminaires d'une recherche par la FAO ont démontré l'importance des droits de propriété égalitaires dans la prévention des violences sexuelles et la réduction de la vulnérabilité des femmes au VIH/SIDA.

Toujours dans le domaine des droits des femmes, l'organisation congolaise SOFAD présente la situation des violences sexuelles au Sud-Kivu et des stratégies à utiliser pour lutter contre elles. En Ethiopie, pour combattre la pratique courante des mariages précoces, un projet de l'UNFPA combine un système de mentorat, avec un programme d'acquisition de compétences de vie et un projet d'alphabétisation.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et attendons vos réactions avec intérêt!

Marcela Villarreal, Directrice  
Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural  
Département du développement économique et social de la FAO



© Dimitra

### CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310  
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5496168  
Tiziana FRANCESHELLI, Assistante de Projet, ☎ +32 2 5490285  
Alexandra HOSTIER, Experte associée du projet, ☎ +39 06 570 53608  
☎ +32 2 5490314 – e-mail: [dimitra@dimitra.org](mailto:dimitra@dimitra.org) – [www.fao.org/dimitra](http://www.fao.org/dimitra)

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand  
Imprimeur: Parys Printing, Evergem-Gand



© Dimitra



ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGCD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable: Eliane Najros, FAO Projet Dimitra  
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

## RDC : Atelier en information, communication et genre au Katanga

Un atelier sur le « Renforcement des capacités en information et communication et en genre des organisations paysannes et des radios communautaires de la Province du Katanga » s'est tenu à Lubumbashi du 4 au 8 juin 2007. Cet événement a été organisé par le Réseau Femme et Développement du Katanga (REFED-Katanga) et Dimitra, auxquels se sont associés de nombreux partenaires tels que le CONAFED, la Fondation Roi Baudouin, la Coopération technique belge (CTB), la Coopération canadienne, la GTZ-Santé, le PNUD et l'UNFPA.

L'atelier a permis de réunir une centaine d'hommes et de femmes venus de toute la province du Katanga, représentant des organisations de base et des radios communautaires. Considérant les distances qui séparent certaines régions du Katanga, les participants ont utilisé tous les moyens de transport possibles pour parvenir à Lubumbashi : avion, train, moto ou vélo, ... Certains invités ont voyagé jusqu'à 10 jours pour arriver ! Les femmes présentes avec leurs jeunes enfants ont pu bénéficier de la mise en place d'une crèche pour leur permettre d'assister aux débats plus facilement.

L'objectif de l'atelier consistait à renforcer les capacités en information, en communication et en genre des populations locales. Les échanges d'expériences et témoignages ont eu lieu autour de quatre thèmes principaux, le genre étant un thème transversal abordé dans toutes les autres thématiques :

1. L'accès à la terre et la structuration des organisations paysannes dans un contexte minier et ses impacts sociaux et sur la sécurité alimentaire ;
2. La vulgarisation de la loi contre les violences sexuelles et la fin de l'impunité ;
3. La participation des communautés rurales à la lutte contre le VIH/SIDA ;
4. Le genre et la communication pour le développement et un meilleur accès des populations rurales à l'information et à la communication.

L'atelier a été officiellement ouvert par le Ministre du développement rural, S.E. M. Charles Mwambo Nsimba, en présence du Représentant de la FAO, M. Gana Diagne. Le Ministre a insisté sur l'intérêt qu'il porte à la formation des femmes rurales et a rappelé le rôle essentiel de la communication dans le processus de développement et dans la construction d'une démocratie. Il a en outre encouragé les participants à créer des synergies en s'organisant, notamment avec l'appui des médias et des radios communautaires rurales. Il a également formulé le souhait que d'autres ateliers de ce type se déroulent dans le milieu rural.



Les exploitations minières artisanales sont dangereuses pour la santé et la sécurité des femmes et enfants qui y travaillent.

### L'impact de l'exploitation minière sur la sécurité alimentaire

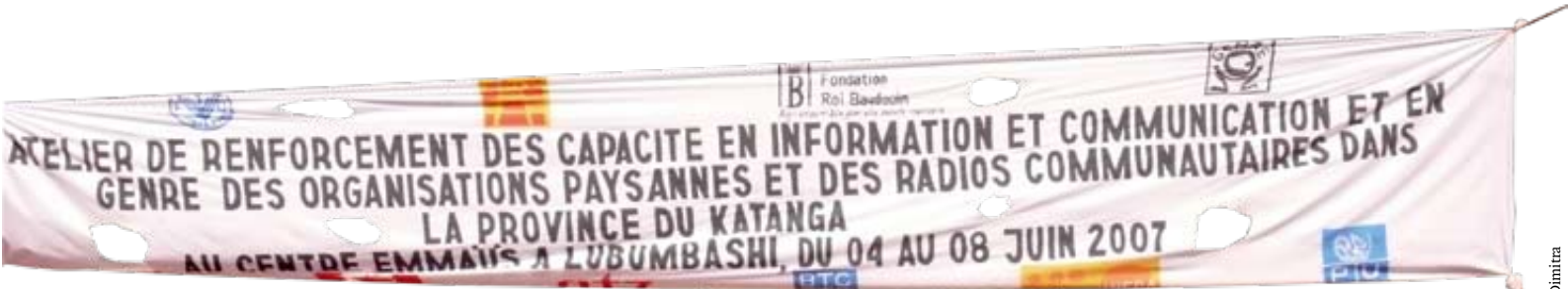
Le Katanga est une province extrêmement riche en minerais. Toutefois, son exploitation, qui représentait avant 1990 plus de 80% du budget national, n'a permis aucun développement socio-économique durable de la région. On assiste pourtant à ce qui est communément appelé la « minéralisation des villages », c'est-à-dire le délaissement des activités agricoles pour les activités minières – parce que l'on change d'activité professionnelle ou parce que les terres sont vendues de gré ou de force aux exploitants miniers, provoquant ainsi une crise d'approvisionnement des ressources alimentaires et une hausse des prix des produits de moins en moins accessibles sur les marchés.

Dans les sociétés patriarcales, les femmes, qui n'ont pas d'accès direct à la terre, souffrent plus particulièrement de cette situation. Perdant l'accès direct à la production de ressources alimentaires, elles sont poussées, ainsi que

de nombreux enfants, à travailler dans les exploitations minières artisanales, dangereuses pour leur santé et leur sécurité.

### La vulgarisation de la loi contre les violences sexuelles et l'implication des communautés rurales dans la lutte contre le VIH/SIDA

En RDC, la population a énormément souffert des exactions commises durant la guerre et cette situation perdure encore aujourd'hui. Les violences sexuelles ont été utilisées pour terroriser la population et l'impunité a largement contribué à généraliser ces pratiques, profitant des lacunes du système judiciaire (voir aussi article p. 19-20). La vulgarisation de la loi contre les violences sexuelles est très attendue par les populations rurales. L'UNFPA a donné aux participants à l'atelier des boîtes à images et a également présenté les résultats de l'Initiative conjointe, qui représente une aide coordonnée qui a pour but d'offrir une aide globale aux victimes (assistance judiciaire, économique et psychosociale).



Concernant la lutte contre le VIH/SIDA, les communautés jouent un rôle fondamental. La CTB et la GTZ ont apporté leur expertise et expériences dans ce domaine, qu'il s'agisse de libérer la parole face à la maladie, ce qui rend les communautés actrices dans l'identification et la mise en place d'une solution (CTB) ou de faire connaître les modes de transmission et l'intérêt du dépistage volontaire (GTZ-Santé). La maladie a également des conséquences dramatiques sur le sort des jeunes, qui se retrouvent orphelins sans connaissances agricoles pour assurer leur survie. Les écoles pratiques de vie et d'agriculture de la FAO proposent dans certains pays d'encadrer ces jeunes afin de les former aux pratiques essentielles agricoles (voir article p. 15). D'autre part, la FAO a présenté ses projets sur l'agriculture urbaine et périurbaine et sur la gestion des urgences dans la province. Ces explications ont été très appréciées par les participants.

### Le genre et la communication pour le développement

Parce que les hommes et les femmes sont tous deux acteurs du développement communautaire, ils doivent pouvoir accéder à l'information et aux outils d'information et de communication de manière égale. Chacun doit pouvoir être entendu et témoigner de ses besoins spécifiques. Or on constate que les femmes en particulier sont mises à l'écart des processus de décision et font face à de nombreux obstacles pour faire entendre leurs voix. Le principe d'égalité des sexes, pourtant formellement reconnu dans la nouvelle Consti-

tution congolaise, fait face à de nombreuses résistances pour la plupart coutumières. Les témoignages des participants ont montré à quel point le fossé est grand entre la théorie et la pratique.

### Un meilleur accès à l'information et à la communication : rôle des radios communautaires

La radio communautaire peut aider à rétablir la balance indispensable au développement de la communauté rurale toute entière. Or les femmes rurales expliquent que la radio est souvent le bien propre de l'homme et que leur charge de travail leur permet peu d'écouter les émissions. Réciproquement, les radios communautaires parlent rarement des problèmes spécifiques des femmes. Le soutien aux clubs d'écoute des radios communautaires est l'un des moyens d'assurer la participation de tous.

La destruction ou le manque d'entretien des infrastructures en RDC ont entraîné un isolement extrême des milieux ruraux. En termes d'accès à l'information et la communication, la radio reste pratiquement le seul moyen de diffusion médiatique. Son avantage principal étant d'utiliser les langues locales et de se focaliser sur les intérêts et besoins de la communauté. Mais les radios se heurtent aussi à des difficultés qui les empêchent d'assurer pleinement leur rôle : manque de matériel, difficultés financières, rigidité des autorités et du contexte politique, etc. Dès lors, la mise en réseau des radios peut être une solution car elle permet de partager les

ressources que les radios n'auraient pu mobiliser seules.

### Stratégies et recommandations

Après une journée de travaux de groupe, des stratégies et recommandations ont été formulés :

- **Accès à la formation et l'information** : vulgarisation de la loi (lois minières, lois sur les violences sexuelles, etc.), information sur les droits des personnes, sensibilisation au genre, information sur le VIH/SIDA, mise en place d'une politique nationale d'accès à l'information et la communication en milieu rural, exemption de taxes administratives pour les radios communautaires, ...
- **Renforcement des capacités** des organisations paysannes et du système judiciaire congolais. Il faut communiquer dans les langues locales, former les femmes rurales et pousser pour leur alphabétisation.
- **Plaidoyer** auprès de l'Etat pour l'application des lois ou localement dans la lutte contre certains us et coutumes, développer le rôle de la société civile en créant des plateformes paysannes soutenues par les ONG.
- **Implication des communautés locales** : renforcer les dialogues, mettre en place des synergies, organiser des visites d'échange et de partage d'expériences.
- **Transmission des savoirs** : restituer l'atelier au niveau des communautés locales et assurer une large diffusion des recommandations via différents médias (film, brochure, émissions de radios, bulletin, saynètes, etc..).

\* Les recommandations au complet ainsi que le lien sur toutes les présentations exposées durant l'atelier sont disponibles sur le site Internet Dimitra : [www.fao.org/dimitra](http://www.fao.org/dimitra)

\* Pour des informations supplémentaires, contacter l'équipe Dimitra : [dimitra@dimitra.org](mailto:dimitra@dimitra.org) ou le REFED-Katanga : [b\\_m\\_kapend@yahoo.fr](mailto:b_m_kapend@yahoo.fr)

Le Ministre du développement rural, S.E. M. Charles Mwambo Nsimba, a encouragé les participants à créer des synergies en s'organisant, notamment avec l'appui des médias et des radios communautaires rurales.



## Sud-Kivu : Des clubs d'écoute pour renforcer l'éducation au genre et lutter contre le VIH/SIDA en milieu rural et atténuer son impact sur la sécurité alimentaire

Sans accès aux informations nécessaires sur le VIH/SIDA depuis de longues années, les zones rurales de la province du Sud-Kivu prennent peu à peu connaissance de la pandémie et de ses ravages. La population villageoise, hommes et femmes, et les journalistes des radios communautaires rurales de la province se sont regroupés en clubs d'écoute afin de lutter contre la propagation de la maladie dans les villages et atténuer son impact sur la sécurité alimentaire.

Dans les milieux ruraux de la province du Sud-Kivu, le délabrement de l'infrastructure routière est à la base de l'isolement quasi total de la plupart des territoires. L'échange des biens et des services et le partage des idées et des expériences entre les membres des différentes localités de la province s'en trouvent gravement entravés. Ce problème s'ajoute au manque criant de moyens d'information et de communication offerts par les progrès pourtant remarquables des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Ce milieu rural, qui sort timidement d'une période de conflits armés qui a duré environ dix ans, fait pourtant face à une nouvelle guerre : le VIH/SIDA. La maladie profite à la fois de l'absence de programmes adéquats de sensibilisation de la population à la base sur le VIH/SIDA ainsi que du manque d'outils d'information et de communication.

L'action des quelques organisations engagées dans la lutte contre la propagation du VIH/SIDA en ces milieux ruraux enclavés s'avère inefficace à cause de l'insuffisance de la formation de leurs animateurs/trices et de moyens logistiques nécessaires.

### La prise de conscience

Dans les zones rurales de la province du Sud-Kivu, il est impossible d'estimer la charge horaire de la femme rurale. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle est au travail jour et nuit, très tôt le matin et très tard la nuit lorsque tout le monde a mangé et se repose déjà. C'est la femme qui porte la lourde charge de la famille, de la nourriture aux soins de santé en passant par la scolarisation des enfants. Etant donné son statut social en ces milieux où certaines coutumes et religions renforcent encore sa marginalisation, la femme/fille rurale est sérieusement exposée à la contamination au VIH/SIDA d'une part, et d'autre part c'est elle aussi qui subit l'impact négatif de la maladie, une fois celle-ci présente dans sa famille ou dans son village.

La prise de connaissance pour la femme rurale du Sud-Kivu ne date pas de si longtemps,

pourtant la pandémie est bien installée dans le milieu et y fait des victimes qu'on attribue abusivement à certaines femmes soupçonnées de sorcellerie.

### L'impact sur la sécurité alimentaire

Il n'y a pas longtemps non plus que la femme rurale du Sud-Kivu a pris conscience de l'impact du VIH/SIDA sur la vie de la communauté, en particulier sur la production agricole et la sécurité alimentaire, sur la perpétuation de l'espèce et sur les relations sociales entre les familles et dans sa contrée. La FAO et la GTZ-Santé, entre autres, fournissent des informations claires et pertinentes.

Le tableau paraît si sombre que les femmes du Sud-Kivu ont pris, lors d'un atelier organisé par Dimitra à Bukavu en février 2006, l'engagement de faire de la lutte contre le VIH/SIDA l'une de leurs principales activités.

### La mise en réseau pour la communication et l'échange

Tout part du constat, fait par SAMWAKI, de l'existence de groupements féminins dans presque toutes les localités rurales du Sud-Kivu. Les membres de ces organisations à la base étaient appelés les « Mamans Majambere » ou « Mamans Mulungano » – les femmes du développement ou les femmes unies. Ici, les unes ont choisi de travailler dans leurs champs respectifs à tour de rôle. Là-bas, cinq à dix femmes versent mensuellement une modique cotisation pour alimenter leur caisse d'entraide mutuelle.

Dans le souci de permettre aux unes et aux autres de se connaître et de partager des expériences, SAMWAKI a initié le regroupement, en une structure dénommée « axe de communication », de deux ou plusieurs « Mulungano » opérant dans une même aire géographique. Huit axes de communication se sont ainsi formés.

La fréquence des échanges au sein des axes de communication et la diversité des sujets débattus a donné naissance à des collectifs de femmes rurales, regroupant les organisations œuvrant pour les femmes dans les territoires



Les femmes rurales ont créé des clubs d'écoute, afin de pouvoir exprimer leurs opinions et leurs besoins.

ruraux. Des synergies ou collectifs de femmes rurales ont donc vu le jour dans chacun des huit territoires ruraux de la province.

Ainsi s'est poursuivie la mise en réseau jusqu'à la formation, en novembre 2004, du Réseau des Femmes Rurales du Sud-Kivu, le REFERUSKI. Celui-ci est un cadre permanent de concertation et d'échange des idées et d'expériences entre les femmes rurales de la province et les autres acteurs du développement.

### Les clubs d'écoute, un moyen d'expression par excellence

Dès lors, cette structuration permet aux femmes rurales de la province de mener des activités en synergie après concertation. Afin de



mieux exprimer leurs opinions et leurs besoins et dans le but de participer à tous les débats sur le développement de leurs milieux, elles ont initié des clubs d'écoute dans les localités isolées des territoires ruraux. Ces clubs, dont les membres sont en parité des hommes et des femmes, constituent aujourd'hui un cadre de concertation et de débat sur des questions importantes concernant le développement du monde rural du Sud-Kivu.

L'une de leurs principales activités consiste à faire participer l'ensemble de la communauté rurale au débat sur la problématique du VIH/SIDA dans les villages. Le but est de réduire la propagation de la pandémie ainsi que la vulnérabilité de la femme/fille rurale face à ce fléau.

L'éducation au genre est l'une des stratégies adoptées par les membres des clubs d'écoute pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés, en collaborant avec les radios communautaires pour porter plus haut leur voix.

Il convient de signaler que grâce aux clubs d'écoute, les hommes et les femmes essayent de délier leurs langues face au VIH/SIDA. Un sujet considéré depuis longtemps comme tabou et dont nulle femme et nul homme n'osait parler. Pire serait devant les enfants et surtout en public.



Les clubs d'écoute aident à lever les tabous sur le VIH/SIDA.

Le dépistage volontaire est encouragé.

C'est un pas franchi, même s'il en reste des milliers d'autres à effectuer pour gagner le combat en cours contre la propagation du VIH/SIDA et réduire son impact sur la vie des communautés rurales du Sud-Kivu.

\* Pour plus d'informations contactez : **SAMWAKI**  
Adeline Nsimire, Coordinatrice  
161/00 av. PE Lumumba  
Commune d'Ibanda, Bukavu, RDC  
Adresse postale: BP 459, Cyangugu, Rwanda  
tél : +243 81 4740077  
e-mail : samwaciasbl@yahoo.fr



## Le renforcement des capacités en genre et communication des clubs d'écoute

Atelier inaugural du Programme « Renforcement des capacités en genre et en communication des radios communautaires, des clubs d'écoute et des réseaux de femmes rurales du Sud-Kivu » Bukavu, du 8 au 11 février 2007

Ce programme de clubs d'écoute a été lancé en 2006 par Dimitra et bénéficie de l'appui financier de la Fondation Roi Baudouin et du soutien de la GTZ-Santé. Au Sud-Kivu, il est géré par Samwaki.

La lutte contre la propagation du VIH/SIDA en milieu rural est l'un des thèmes prioritaires abordés par les clubs d'écoute. Grâce à la disponibilité de l'information sur le VIH/SIDA puisée dans diverses sources et débattues en langues locales par les membres des clubs d'écoute, l'ignorance et les fausses croyances sur la pandémie se réduisent sensiblement, de même que la vulnérabilité de la femme rurale face à la problématique de la maladie ainsi que ses effets en particulier sur la production agricole et la sécurité alimentaire.

L'atelier inaugural du programme a regroupé des participant(e)s venu(e)s de toute la province du Sud-Kivu – 8 journalistes des radios communautaires rurales, 15 hommes et femmes

membres de clubs d'écoute pilotes, ainsi que 10 déléguées des réseaux de femmes rurales à la base. Son objectif : sensibiliser et outiller les participant(e)s à la prise en compte du genre dans les stratégies de développement, y inclus les programmes de communication dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Plusieurs sujets articulés autour du thème central de l'atelier ont été développés, entre autres : les techniques de production radio, la communication pour le développement, la place de la femme dans les médias au Sud-Kivu, des notions sur le genre et la communication, les droits humains, le rôle et le fonctionnement d'un club d'écoute, le rôle de la radio communautaire, quelques formats radiophoniques en radio communautaire rurale, la communication et la lutte contre le VIH/SIDA, ... Les exposés étaient enrichis par des échanges ainsi que des travaux de groupes.

Des recommandations issues de ces assises,

l'on peut retenir l'intensification de la formation des pairs éducateurs dans le domaine du VIH/SIDA – femmes et hommes rurales à la base – ainsi que l'implantation de centres de dépistage du VIH/SIDA dans les localités les plus enclavées de la province. Par ailleurs les participant(e)s ont souhaité la mise en place rapide des moyens de communication appropriés pour renforcer l'action de leurs clubs d'écoute.

La lutte contre le VIH/SIDA est devenue ainsi l'affaire des hommes et des femmes. Ces sujets qui hier étaient considérés comme tabou pénètrent lentement dans les conversations en famille le soir autour du feu. Mais le travail à faire reste énorme compte tenu de la complexité de la maladie et des stratégies de lutte à mettre en place.

\* Pour plus d'informations contactez :  
Adeline Nsimire de SAMWAKI  
(voir coordonnées ci-dessus)

## Atelier sous-régional : Stratégies pour améliorer l'accès des femmes rurales au pouvoir

L'atelier sous-régional qui s'est tenu à Mbour, Sénégal, du 3 au 5 juillet 2007, a permis à 85 femmes et hommes, membres ou partenaires du RNFRS du Sénégal, et représentants des points focaux de Dimitra du Burkina Faso, de la Gambie, de la Guinée, du Mali et du Niger, de discuter des problèmes auxquels sont confrontées les femmes rurales dans le domaine de leur participation aux instances de prise de décision dans leurs pays. Des stratégies ont été formulées pour encourager et améliorer cette participation.

L'atelier, intitulé « Quelles stratégies pour améliorer l'accès des femmes rurales au pouvoir pour une pratique des politiques de développement de leurs terroirs », a été organisé par le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS), Enda-Pronat et Dimitra, avec le soutien financier de la Coopération technique belge (CTB) et du Bureau de la Coopération Suisse au Sénégal.

Cette réunion est le suivi d'un atelier organisé par les mêmes partenaires en février 2003 sur « L'accès des femmes rurales à la terre ». Cet atelier avait, entre autres, insisté sur le développement de stratégies d'intégration des femmes dans les instances de décision afin qu'elles puissent mieux défendre leur cause.

L'objectif principal du dernier atelier était d'identifier et d'analyser les obstacles socioculturels, économiques, juridiques et politiques qui bloquent ou ralentissent l'accès des femmes rurales aux instances de décision dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

La rencontre était un cadre pour renforcer la confiance des femmes en elles-mêmes, pour qu'elles participent plus activement à la vie politique de leur communauté, soutenir la collaboration entre les femmes rurales et les radios communautaires, encourager une meilleure connaissance des droits et devoirs des femmes et des hommes vis à vis de leurs communautés et des institutions qui les régissent, et élaborer des stratégies pour un meilleur accès des femmes rurales à la prise de décision.

Des communications et présentations sur la situation dans les différents pays de la sous-région ont alimenté des travaux de groupes et des échanges d'expériences plus informelles entre participant(e)s.

### Sénégal

Au Sénégal, comme dans les autres pays de la sous-région, les femmes représentent 52% de la population et comptent pour 51% de l'électorat. Pourtant elles sont marginalisées dans les sphères de décision à tous les niveaux. Fort d'un tel constat, le RNFRS a entrepris d'établir un état des lieux dans 4 zones rurales du pays. Les résultats de cette recherche participative, présentés à l'atelier, ont confirmé qu'en effet



*Au Sénégal, comme dans les autres pays de la sous-région, les femmes représentent la majorité de la population et de l'électorat. Pourtant elles sont marginalisées dans les sphères de décision à tous les niveaux.*

les femmes sont généralement sous-représentées dans les instances de prise de décision. L'article à la page 10 donnera plus de détails sur cette enquête.

Awa Guèye, juriste spécialisée en droit des collectivités locales et en genre, a examiné la législation et l'accès des femmes aux sphères de décision dans le contexte de la décentralisation au Sénégal. Elle a montré qu'avec le cadre juridique en vigueur et les propositions de réforme avancées, la représentation des femmes au niveau des instances locales devrait être renforcée lors des prochaines élections locales. Mais pour faciliter cet objectif, les femmes doivent se mobiliser en masse et soutenir un plaidoyer pour la parité.

### Gambie

Siga Fatima Jagne, du Pro-Poor Advocacy Group, a présenté des stratégies pour une amélioration de l'accès des femmes rurales au pouvoir basées sur l'expérience de la Gambie. Il est important de renforcer les pouvoirs des femmes par les lois, mais également au niveau économique: une femme économiquement indépendante aura moins de difficultés à accéder au domaine public et à participer à la prise de décision, et elle pourra aussi faire du plaidoyer.

Pour améliorer leur production et donc leur pouvoir, les femmes rurales, pour la plupart des agricultrices, doivent avoir accès aux ressources productives, notamment la terre. Une stratégie clé est donc la lutte pour les droits des femmes à la terre. Il faut également réfléchir



*Malgré les mécanismes mis en œuvre par la Guinée pour améliorer la représentativité des femmes dans la société, celles-ci continuent à être discriminées et marginalisées dans la vie publique.*

à l'allègement des tâches des femmes pour qu'elles puissent avoir du temps libre pour s'engager dans d'autres occupations.

L'éducation (y compris l'alphabétisation fonctionnelle) est une autre stratégie clé d'accès au pouvoir pour les femmes rurales. Les capacités des femmes doivent être renforcées en particulier dans le domaine du leadership et de la gestion. Elles doivent apprendre à avoir confiance en elles et oser s'exprimer devant les hommes. Le gouvernement doit reconnaître la contribution des femmes rurales à l'économie et le rôle qu'elles peuvent et doivent jouer dans le processus de prise de décision au niveau national. Politiquement, elles doivent être renforcées pour être élues, pas nommées. Finalement, il faut aussi impliquer les hommes dans le dialogue : ils doivent comprendre que le partage du pouvoir est important.

### Burkina Faso

Le Groupement Féminin de Benkadi pour la promotion de la femme rurale est actif dans le domaine du renforcement des capacités organisationnelles et pratiques des femmes, la promotion des activités génératrices de revenu et la lutte contre l'analphabétisme. Pour améliorer la participation de la femme rurale à la prise de décision politique, Benkadi a décidé d'organiser des formations pour ses membres et d'adhérer à l'UFROAT, l'Union des Femmes de la Région Ouest Africaine et du Tchad. L'UFROAT, représentée à l'atelier par sa Présidente, Ira Haoua, et le RESACIFROAT, le Réseau d'Appui à la Citoyenneté des Femmes Rurales de la Région Ouest Africaine et du Tchad, re-

présentée par sa Présidente, Rosalie Ouaba, se veulent être des cadres fédérateurs des femmes rurales pour la promotion des échanges entre femmes au niveau national et sous régional.

### Guinée

Mbalou Fofana Sylla, de l'Association Guinéenne pour la Promotion de l'Agriculture Biologique, a parlé des mécanismes mis en œuvre par la Guinée pour améliorer la représentativité des femmes dans la société. La volonté politique en faveur du renforcement du rôle de la femme est exprimée dans les déclarations des autorités à tous les niveaux. Mais en dépit des dispositions réglementaires et juridiques, les femmes continuent à être discriminées, ce qui se traduit par leur marginalisation dans la participation à la vie publique.

Si les femmes rurales sont prises en compte dans les politiques de promotion et de renforcement, la faible valorisation de leur rôle d'agent économique, l'ignorance et l'analphabétisme, la pauvreté, le poids de la charge familiale, le faible engagement de l'Etat, etc. accentuent leur marginalisation. Malgré le rôle primordial que joue la femme rurale dans le cadre de la sécurité alimentaire, sa contribution demeure sous-estimée dans les stratégies de développement. Pourtant elle est incontournable dans la recherche de solutions aux problèmes de développement.

La communication, la liberté d'action et l'autonomie matérielle et financière peuvent aider la femme rurale à réaliser son potentiel. De plus, si les femmes bénéficiaient des mêmes opportunités et ressources accordées aux hommes,

elles pourraient prouver qu'elles sont efficaces, dynamiques et des partenaires indispensables au développement de leur terroir.

### Mali

Malgré leur rôle important dans la vie politique, le niveau de représentation des femmes dans les instances de décision maliennes reste très faible. Les femmes ne sont considérées que lorsqu'il s'agit de servir d'électorat mais rarement comme éligibles... Pourtant, la démocratie paritaire ne peut être atteinte qu'à travers une présence équilibrée des hommes et des femmes sur les listes électorales. Cet objectif politique est actuellement au centre du combat des associations féminines du Mali. Mais un projet de loi accordant aux femmes un quota de 30% sur chaque liste électorale a malheureusement été rejeté par l'Assemblée Nationale.

Mah Keita Tamboura, Présidente de l'Association Sogui te Mogo Son et Présidente du Conseil du Cercle de Koulikoro, a parlé de son parcours professionnel et politique. Les enseignements qu'elle en tire sont que les femmes doivent connaître leurs rôles et responsabilités dans le développement local et qu'elles doivent se battre durement...

### Niger

Comme dans les autres pays, la promotion de la femme rurale nigérienne est confrontée à de multiples contraintes : pressions socio-culturelles, inégale répartition des rôles et des responsabilités dans la division du travail, inégalité d'accès aux opportunités économiques (à la terre, à un emploi salarié, etc.), différenciation discriminatoire des droits et devoirs entre hommes et femmes, etc.

Ces facteurs expliquent la faible représentation et participation des femmes au niveau des instances de décision et dans les politiques de développement rural. Légalement, aucune discrimination basée sur le sexe ne les empêche d'accéder à des postes de responsabilité au même titre que les hommes. Cependant, malgré quelques progrès réalisés (par exemple l'adoption de la loi sur les quotas), les femmes continuent d'être sous représentées ou absentes des instances de prise de décision politique et dans les processus électoraux.

L'ONG Kande Ni Bayra, représentée à l'atelier par Daouda Mounkaïla, intervient dans l'éducation de base et de la formation des adultes. Pour la femme rurale et son accès au pouvoir, les actions se focalisent sur : la synergie entre centres d'alphabétisation pour femmes et radios communautaires (voir article p. 12) ; la formation de conseillères municipales anal-



**La mise en réseau a été reconnue comme fondamentale par tous les participants.**

phabètes ; l'accompagnement des structures communautaires et le renforcement des pouvoirs de la femme rurale par des séances d'animation communautaire.

### Discussions de groupes : identification des blocages et stratégies

Après les présentations, les participants ont discuté des blocages et stratégies à suivre dans les domaines économique, politique, socio-culturel et juridique.

Les discussions sur les **blocages** ont confirmé ceux identifiés lors des présentations, les plus importants étant :

- **au niveau socioculturel** : problèmes d'accès à la terre, faible niveau éducationnel et/ou d'alphabétisation, conscience insuffisante des droits et devoirs de la femme ; manque d'accès à l'information ; charges lourdes de leur travail ;
- **au niveau économique** : insuffisance de ressources, de moyens de production et de transformation, de formations en techniques et en gestion d'entreprise ;
- **au niveau politique** : faible pouvoir économique ; manque de confiance en soi ; insuffisance de formation et d'information ; non-maitrise du processus électoral et des droits et devoirs de citoyenneté ;
- **au niveau juridique** : méconnaissance des textes de lois et conventions et des voies de recours en cas de violation des droits ; faible niveau d'engagement des décideurs et faible niveau organisationnel des structures.

Les groupes de travail ont ensuite formulé un nombre de **stratégies** pour remédier à cette situation. On peut, entre autres, mentionner :

- **au niveau socioculturel** : accès aux outils allégeant les charges domestiques ; sensibilisation et information des femmes sur leurs droits (à la terre,...) ; renforcement des groupements féminins ; organisation des femmes en accès à l'information ; alphabétisation des femmes et promotion de la scolarisation des filles ; programmes de formation des femmes leaders en lobbying, leadership et gestion des organisations, techniques de communication et négociations.
- **au niveau économique** : mise en place d'un cadre de concertation au niveau local et sous-régional pour favoriser les échanges des produits et expériences ; mobilisation de ressources pour le financement des activités économiques des femmes ; encouragement de l'entrepreneuriat féminin et des exploitations familiales ; création d'un environnement favorable au développement économique.
- **au niveau politique** : sensibilisation et formation de femmes leaders ; renforcement de la solidarité féminine ; plaidoyer auprès des leaders religieux et politiques ; mise en place de réseaux/cadres de concertation sur les questions d'accès des femmes aux instances de prise de décision ; choix des candidates

suivant leurs compétences ; renforcement du pouvoir économique des femmes.

- **au niveau juridique** : formation des para-juristes à la base ; promotion de la mise en place de structures juridiques au niveau local ; vulgarisation, traduction en langues locales et diffusion au niveau rural des textes (législatifs et religieux) sur les droits de la femme ; introduction de thèmes juridiques dans les classes d'alphabétisation.

A la fin de l'atelier, quelques **recommandations générales** ont également été formulées, notamment sur la restitution des discussions, expériences et recommandations de l'atelier par chaque participant(e) au niveau de sa structure et de son milieu, ainsi que l'élargissement du RNFRS et la mise en place d'un réseau de femmes rurales en Afrique de l'Ouest.

- \* **Tous les documents relatifs à l'atelier peuvent être consultés sur le site Internet Dimitra. Pour obtenir des informations supplémentaires, veuillez contacter :**  
Fatou Sow, Enda-Pronat  
B.P. 3370  
Dakar, Sénégal  
Tél : +221 8893439 – Fax : +221 8428681  
dimitra@enda.sn  
www.enda.sn/pronat

**Les participants se sont engagés à restituer les discussions, expériences et recommandations de l'atelier au niveau de leur structure et milieu.**



# Sénégal : L'accès des femmes rurales au pouvoir

## Un état des lieux

Le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS) a entrepris une étude sur l'état de l'accès des femmes rurales au pouvoir dans quatre régions défavorisées : les Zones d'Ogo (région de Matam), Kouguel (Kaolack), Botou (Tambacounda) et Tankanto Escalé (Kolda). Le but de cet état des lieux était de faire ressortir les pesanteurs sociologiques, les obstacles institutionnels et les atouts pour améliorer l'accès des femmes rurales au pouvoir local et apporter des réponses communautaires.



Les résultats de la recherche, qui a été financée par le Bureau de la Coopération Suisse au Sénégal, ont servi de support lors de l'atelier sous-régional (voir article p. 7-9).

### Méthodologie

L'équipe de recherche a adopté une approche participative pour recueillir les informations. Chaque zone a été visitée pendant trois jours, pendant lesquels on a interviewé les points focaux du RNFRS et les leaders d'organisations de base, fait des entretiens individuels ou en groupes des membres, et collecté de la documentation. A la fin de chaque visite, une réunion de restitution était organisée pour apporter une réponse communautaire et réfléchir sur des stratégies à déployer pour faciliter l'accès des femmes aux sphères de décision. Chaque visite de terrain a été suivie d'une réunion de synthèse avec le Comité d'organisation – composé du RNFRS et de trois organisations d'appui : l'Enda-Pronat/Dimitra, le Réseau Africain de Développement Intégré (RADI) et l'Association Nationale des Maisons Familiales Rurales (ANMFR).

### Les résultats statistiques

L'enquête a montré que dans ces quatre zones rurales, les femmes se réunissent dans des groupements de promotion féminine (GPF) ou des groupements d'intérêt économique (GIE) des Maisons Familiales Rurales, mais sont

aussi représentées dans les instances communautaires mixtes, tels que le Conseil rural, les Associations Villageoises de Développement, les Association des Parents d'Elèves, le Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP), les Comités de Santé et de Forage, l'UCEM (Union des Comités Ecologiques de la Vallée du Miniky), etc. En général, on peut constater que les femmes sont encore sous-représentées dans ces instances de prise de décision. Mais elles y sont, et parfois même à des postes importants tels Vice-Présidente et Trésorière ! Mais en général il reste une résistance de la part des hommes à la participation réelle des femmes à ce type d'instances décisionnelles.

### Difficultés et contraintes

Les participants à l'enquête ont identifié comme suit les **contraintes** les plus manifestes qui bloquent la participation des femmes à ces instances :

- analphabétisme et manque d'éducation des femmes en général,
- poids des travaux domestiques,
- enclavement des villages,
- manque de confiance des femmes en elles mêmes,
- manque de confiance des époux / des hommes en général,
- manque d'informations (sur le temps et lieux des réunions, des postes disponibles,

des droits des femmes, le code électoral,...),  
- absence des maris à cause d'un fort taux d'émigration,

- pauvreté,
- mariages précoces (frein à la scolarisation des jeunes filles).

Les **conséquences** de ces difficultés se résument alors en une :

- rétention de l'information par les hommes,
- absence aux réunions et/ou difficultés de respecter l'horaire des réunions,
- incapacité d'assumer certaines responsabilités (secrétaire, trésorière, gérance, etc.),
- peur de s'absenter de la famille.

Tout ceci explique que les femmes villageoises sont souvent découragées de postuler et ressentent donc inactives, et que les préoccupations des femmes ne sont pas (suffisamment) prises en compte.

Il a été remarqué que dans les structures où les femmes sont fortement représentées, par exemple dans le CLCOP, il y a une bonne diffusion des informations nécessaires avant les réunions.

### Stratégies

En termes de stratégies proposées dans chaque région, on retrouve :

- l'alphabétisation des femmes et la scolarisation (et maintien à l'école) des filles,
- la formation et sensibilisation des femmes,
- l'allègement des travaux des femmes,
- un appui et renforcement des activités génératrices de revenus.

D'autres stratégies formulées :

- un renforcement de la loi sur la parité dans toutes les sphères de décision,
- un renforcement de la mise en réseau des femmes et de l'échange d'informations,
- des réunions de concertation entre femmes pour déterminer les postes auxquels elles aspirent,
- sensibilisation des hommes sur le rôle et la place des femmes.

### Conclusion

L'étude montre clairement l'existence d'un lien entre le développement socio-économique et la participation des femmes au processus de prise de décision. Elle met également en évidence que les quelques femmes rurales qui accèdent aux postes de décision n'y demeurent pas longtemps ou occupent des postes non stratégiques, et ceci malgré les nombreuses dispositions et lois en faveur de l'intégration des femmes dans les structures de prise de décision au Sénégal.



## Sénégal: Visite d'échange et partage d'expériences sur le terrain

Après l'atelier sous-régional à Mbour, quelques participant(e)s venu(e)s du Niger, Mali et de la Guinée ont participé à une visite d'échange dans la région de Thiès, facilitée par l'Enda-Pronat et le RNFRS.

La délégation nigérienne était composée de : Elhadji Abdou Salissouni, Hadjia Djermaakoye Maidanda, Mme Haoua Bizo, Mme Haoua Al-mounere et Mme Fatouma Albarka, tous impliqués dans le projet « Acroissement des revenus monétaires des femmes de la région de Dosso (ARMFD) », coordonné par la Coopération Technique Belge. La Guinée était représentée par Mme Mbalou Fofana Sylla de l'Association Guinéenne pour la Promotion de l'Agriculture Biologique, le Mali par Mme Mah Keita Tamboura de l'Association Sigui te Mogo Son. Le groupe était accompagné par Mme Fatou Sow Ndiaye d'Enda-Pronat et Mme Maartje Houbrechts du Projet Dimitra.

Les premières visites ont eu lieu dans la région des Niayes, avec Mme Tiné NDoye, Présidente du RNFRS. A Cayar, la délégation a rencontré des femmes de différents groupements, qui ont expliqué comment elles s'organisent dans le

domaine de la transformation du poisson. Les échanges ont été suivis d'une séance d'achat de poissons séchés par plusieurs membres de la délégation !

Dans le village de MBawane, le groupe a vu un exemple d'agriculture saine et durable dans un champ-école d'agriculture biologique, géré par Mme NDoye avec l'appui d'Enda-Pronat. Dans ces champs, les villageois – hommes, femmes et jeunes – expérimentent la culture biologique d'oignons et d'autres légumes habituels au Sénégal, et essayent des cultures nouvelles telles que le fenouil et le brocoli. Ensuite, la Présidente de la Mutuelle d'Épargne & de Crédit de la Fédération des Agro-Pasteurs de Diender, Mme Farima Ammar, a expliqué l'historique et le fonctionnement de la mutuelle.

La journée a été clôturée au Centre de Transformation des Fruits et Légumes à Keur Dame

Lo, où le coordinateur du Centre a montré les infrastructures et les différentes étapes de la transformation des fruits. A la fin, les participants ont pu goûter des noix de coco et des mangues séchées. Délicieux !

Le lendemain, la délégation a passé quelques heures au village de MBayène, dans la communauté rurale de Keur Moussa, où Mme Thérèse MBaye, Conseillère villageoise, Présidente du Groupement de femmes du village et Secrétaire administrative du RNFRS, a fait un tour guidé du village. Elle a raconté l'histoire du village et en particulier de la transformation des produits rôniers par les femmes et les hommes en meubles, vanneries, paniers, balais, etc. Elle a expliqué comment une simple cotisation hebdomadaire de 100 FCFA par les femmes du village s'est au fur et à mesure développée en véritable caisse villageoise, puis en boutique communautaire et en une mutuelle de crédit et de santé.

Une visite à la foire de produits biologiques à Thiès et une réunion avec des représentantes de l'Association Nationale des Maisons Familiales Rurales (ANMFR) et la Fédération des ONG Sénégalaises (FONGS) ont clôturé ces échanges.

Les participants à la visite d'échange ont été unanimes : ils étaient ravis par tout ce qu'ils ont appris pendant ces quelques jours et rentrent chez eux plein de nouvelles idées, créativité et motivation. Ils ont exprimé le désir de multiplier ce genre de visites, qui rapportent 100 fois plus que tous les documents et livres imaginables !

*Le village de MBayène, spécialisé dans la transformation de produits rôniers par les femmes et les hommes, connaît un système avancé de caisse villageoise, boutique communautaire et mutuelle de crédit.*



## Niger : Développement des synergies entre les radios communautaires et les centres d'alphabétisation pour les femmes rurales

Les différents échanges lors de l'atelier « Femmes rurales, alphabétisation et communication » à Dosso en décembre 2006 ont débouché sur la nécessité de développer une synergie entre les radios communautaires et les centres d'alphabétisation pour satisfaire les besoins en formation et en information des femmes rurales.

L'esprit de l'atelier de Dosso, initié par Dimitra et qui portait sur les « Femmes rurales, alphabétisation et communication » (voir Bulletin Dimitra 12), était de présenter l'alphabétisation comme un facteur de développement en général et un instrument de promotion de la femme rurale en particulier.

L'insertion de la dimension communication dans la thématique de l'atelier procède de l'analyse que la radio communautaire, comme l'alphabétisation, constitue à l'heure actuelle l'un des outils essentiels de communication et de diffusion de l'information adapté à l'environnement socio-économique et culturel de la femme rurale au sud du Sahara.

### Stratégie utilisée au cours de l'atelier

Après des exposés sur certaines expériences du Niger et dans la sous-région en matière d'alphabétisation des femmes, quatre groupes thématiques ont été constitués pour :

- relever les principaux obstacles à l'alphabétisation de la femme rurale,
- décliner les contenus des enseignements/apprentissages d'une éducation de qualité pour les femmes rurales,
- déterminer l'influence de l'alphabétisation sur la scolarisation des filles,
- réfléchir sur la problématique de l'accès des femmes rurales aux médias.

Les différents échanges ont débouché en dernière instance sur la nécessité de développer une synergie entre les radios communautaires et les centres d'alphabétisation pour satisfaire les besoins en formation et en information des femmes rurales.

### Deux projets pilotes

L'ONG VIE Kande Ni Bayra a été chargée de réfléchir sur le développement de cette synergie, à travers une action pilote. C'est ainsi que les localités de Tanda (Département de Gaya) et de Téra (Département de Téra) ont été identifiées comme zones test.

Au niveau de ces zones, les acteurs des radios, les animateurs de centres d'alphabétisation, les autorités communales et d'autres ONG de développement ont répertorié et analysé les thématiques abordées par les radios et dans les centres d'alphabétisation. Ils en ont déduit que la radio communautaire et les centres d'alphabétisation sont deux entités qui peuvent et doivent se développer ensemble et s'enrichir mutuellement.

A Tanda, les thèmes débattus à la radio sont écoutés ensemble par les femmes rurales, dans le centre d'alphabétisation, puis elles en débattent entre elles pour dégager leur position en vue de définir des stratégies pour provoquer les changements attendus. La radio passe ensuite dans le centre pour enregistrer les réactions des femmes et provoquer les auditrices sur d'autres aspects de la thématique ou sur un autre sujet.

A Téra, ce sont les femmes qui engagent une discussion dans le centre d'alphabétisation et les conclusions sont enregistrées par la radio et diffusées en présence de personnes ressources qualifiées.

Dans les deux situations, on a constaté avec plaisir l'émergence d'une stratégie porteuse où la femme rurale a non seulement voix au chapitre, mais prend elle-même part à la sensibilisation de sa communauté où sa voix à la radio repousse bien des frontières.

### Conclusion

Suite aux résultats encourageants obtenus et conformément aux engagements des diffé-

rents partenaires techniques et financiers ayant financé l'atelier de Dosso, l'ONG VIE s'est engagée dans l'élaboration d'un programme pilote qui couvrira Téra, Dosso, Gaya et Loga. Les partenaires techniques, qui continuent à siéger au sein du comité de pilotage, ont donné leur accord de principe pour l'accompagnement et la mise en œuvre de ce programme qui peut s'intituler « Synergie entre centres d'alphabétisation et radios communautaires pour les femmes rurales ».

A suivre...

\* Pour en savoir plus, contactez :  
Ali Abdoulaye et Ousseini Boukari  
ONG VIE Kande Ni Bayra  
Point focal Dimitra pour le Sahel  
B.P. 349  
Niamey, Niger  
+227 20 752560  
+227 20 755448  
viebayra@intnet.net



Dans le cadre des cours d'alphabétisation, les femmes écoutent et discutent les émissions de radio communautaire sur des sujets qui les intéressent. Leurs réactions sont enregistrées par la radio et diffusées ensuite.

## Réunions nationales relatives aux stratégies d'information et de communication pour les réseaux de femmes rurales

En février 2007, Wougnet et Enda-Pronat, organisations partenaires de Dimitra en Ouganda et au Sénégal, ont réalisé une activité de suivi de la discussion en ligne organisée par Dimitra et le CTA sur la mise en réseau des femmes rurales entre janvier et juin 2006. Cette activité d'initiation aux NTIC a été financée par le CTA.

L'une des recommandations formulées à l'occasion de cette discussion en ligne était que, lors des discussions à venir, les organisations et les réseaux de femmes à la base (y compris celles dépourvues d'un accès à l'Internet) devraient participer de manière plus intensive, par le biais de réunions en face à face. Dans le sillage de cette recommandation, des réunions nationales ont été organisées en Ouganda et au Sénégal, avec le soutien financier du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE (CTA).

### Sénégal – Renforcement des réseaux de femmes rurales pour tout ce qui touche à l'information et la communication et la lutte contre le VIH/SIDA dans les zones rurales

Cet atelier, organisé par Enda-Pronat et le Réseau National de Femmes Rurales au Sénégal (RNFRS), s'est tenu du 12 au 16 février 2007 à Thiès. Cinq jours de formation intensive étaient dédiés à l'initiation des 18 participantes, issues de différentes régions du Sénégal, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et aux échanges d'expériences dans la lutte contre le VIH/SIDA dans les zones rurales.

Le premier jour, les participantes ont été initiées aux NTIC et se sont familiarisées avec les logiciels usuels tels que Word ou Excel avec des exercices pratiques. Ensuite une adresse e-mail a été créée pour chaque participante ainsi qu'une liste de discussion.

Des présentations en plénière sur l'impact de l'initiation aux NTIC et sur l'impact du VIH/SIDA ont mené à un échange en ligne par les participantes sur leurs expériences et connaissances spécifiques. Ces discussions ont été continuées dans trois groupes de travail, qui ont traité les thèmes suivants:

- le VIH/SIDA, le lévirat, le sororat et leurs effets néfastes sur le secteur agricole ;
- les conséquences du VIH/SIDA sur les ressources naturelles et la sécurité alimentaire ;
- le VIH/SIDA dans le cycle de la production agricole, la malnutrition et la pauvreté.

Les échanges ont jeté un nouvel éclairage sur les défis interdépendants posés par la double épidémie du VIH/SIDA et de l'insécurité alimentaire. Certains thèmes clés récurrents



Pendant cinq jours de formation intensive, 18 femmes ont été formées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et ont échangé leurs expériences dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA dans les zones rurales.

ont servi de liens entre les séances et ont fait ressortir la nécessité d'intégrer la sécurité alimentaire et la lutte contre le VIH/SIDA au niveau de la planification afin de mieux enrayer la pandémie.

Parmi ces thèmes on peut mentionner: la reconnaissance du lien entre le secteur agricole, la sécurité alimentaire et le VIH/SIDA; l'accès à la nourriture comme facteur essentiel permettant d'atténuer la vulnérabilité et la réceptivité à la maladie et d'améliorer les interventions visant la prévention, le traitement, les soins et la vie positive; le fait que le VIH/SIDA est l'un des nombreux facteurs ayant des répercussions sur les communautés touchées par l'insécurité alimentaire; la nécessité d'établir de nombreux partenariats afin d'assurer la durabilité et de faciliter la mise en œuvre de stratégies destinées à accroître leur impact. Enfin, plusieurs idées ont été mises en avant sur les activités de plaidoyer et la possibilité d'influencer les politiques et les programmes.

Les participantes ont reconnu que cette initiation aux NTIC était un support leur permettant de promouvoir l'intégration de la sécurité alimentaire dans les initiatives de lutte contre

le VIH/SIDA. Elles ont convenu qu'il était important de réclamer une série de mesures plus globales visant la prévention, le traitement, les soins et la vie positive, des mesures qui comprennent la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un continuum de politiques et d'interventions nécessaires.

Parmi les stratégies et les recommandations, on peut citer:

- encourager les populations à l'utilisation des préservatifs pour freiner la propagation du VIH/SIDA et de faire des tests de dépistage ;
- éviter la stigmatisation des victimes du SIDA et prendre en charge les malades du SIDA et leur famille ;
- faciliter l'accès aux anti-rétroviraux ;
- renforcer les stratégies d'information et de sensibilisation sur le VIH/SIDA ;
- améliorer le pouvoir économique des femmes ;
- renforcer l'agriculture biologique dans les zones rurales et la production de semence locale et améliorer les capacités des femmes rurales dans l'aviculture, l'embouche bovine, etc. ;
- faciliter les visites d'échange entre zones ;
- réitérer la formation aux NTIC.



### Ouganda – Réunion nationale sur les stratégies d'information et de communication pour la durabilité des réseaux de femmes rurales

La réunion ougandaise s'est tenue les 23 et 24 février 2007 et a été organisée par Wougnet (Réseau des Femmes de l'Ouganda). La réunion a rassemblé des participantes des réseaux et organisations de femmes rurales présents dans 13 districts du pays (Apac, Arua, Busia, Gulu, Kampala, Kasese, Kayunga, Lira, Luwero, Mpigi, Mukono, Nebbi et Pader).

La réunion poursuivait quatre objectifs :

- consolider les réseaux de femmes rurales et renforcer leurs capacités en matière d'échange d'information et de travail en réseau;
- échanger expériences et connaissances sur l'impact du VIH/SIDA dans les zones rurales;
- évaluer les effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et la vie des communautés rurales;
- définir des activités communes visant à renforcer les organisations et les réseaux.

Les participantes nourrissaient des attentes relatives aux points suivants :

- **Partage des connaissances** : sur le VIH/SIDA et les femmes, sur le projet Dimitra, sur Wougnet; et **le travail en réseau** : avec Wougnet et les autres participants;
- **Renforcement des capacités** : acquérir plus de connaissances et de compétences, apprendre à améliorer l'efficacité du travail en réseau, apprendre à utiliser les TIC pour aider à l'autonomisation des femmes rurales;
- **Création de partenariats** : construire des relations solides qui contribuent au travail en réseau et à la collaboration.

L'atelier a fourni aux participantes la possibilité d'échanger leurs points de vue et de discuter des obstacles rencontrés dans le cadre du travail en réseau et de la gestion de l'impact du VIH/SIDA. Dans un premier temps, les participantes ont reçu des informations relatives au contexte dans lequel s'inscrivait l'atelier, notamment une synthèse du rapport consécutif à la discussion en ligne et une présentation des outils nécessaires au renforcement de l'échange d'information et du travail en réseau au sein des réseaux de femmes rurales.



Ensuite, les participantes, réparties en groupes de travail, ont défini les principaux défis généraux auxquels sont confrontés les réseaux de femmes rurales. Ces défis ont couvert cinq catégories : information et communication, infrastructure, finances, manque de connaissances et normes culturelles et sociétales. Les possibilités évoquées afin de relever ces défis ont été réparties en quatre groupes : échange d'information et travail en réseau, plaidoyer et lobbying, mise en place et accès à l'infrastructure de communication et renforcement des capacités.

Les stratégies d'information et de communication communément utilisées par les réseaux de femmes rurales ont été divisées en deux groupes : d'une part les TIC (technologies de l'information et de la communication) dites traditionnelles, c'est-à-dire les rencontres et les discussions en face à face, l'écriture de courriers, les informations diffusées par les stations de radio, les brochures et les affiches et d'autre part, les TIC dites modernes, comme le courrier électronique, l'Internet et les téléphones portables.

Une discussion sur les outils à utiliser pour faire progresser l'agriculture africaine (notamment le travail en réseau avec des organisations agricoles) a été suivie par des présentations relatives à l'impact du VIH/SIDA, plus particulièrement sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés rurales, et au renforcement des réseaux de femmes rurales en Ouganda. Toutes les présentations ont ensuite donné lieu à des groupes de discussion.

Enfin, des recommandations ont été formulées sur la manière de renforcer les réseaux de femmes rurales. Ces recommandations ont été divisées en deux catégories : 1. les partenariats et les collaborations et 2. l'échange d'information et le travail en réseau. Trois réseaux régionaux ont été mis sur pied, chacun étant chargé d'élaborer des activités initiales concrètes devant être lancées à la suite de la réunion.

✱ **Les comptes-rendus des réunions sont accessibles sur le site Web de Dimitra** (Nouvelles et Événements -> Ateliers Dimitra).

✱ **Pour en savoir plus, contacter :**

**ENDA-PRONAT,**

Protection de ressources naturelles

B.P. 3370, Dakar, Sénégal

Tel: +221 8893439 - Fax: +221 8428681

dimitra@enda.sn

www.enda.sn/pronat

**WOUNNET,**

Women of Uganda Network

P.O. Box 4411,

Kampala, Uganda

Tel: +256 41 4532035 - Fax: +256 41 4530474

info@wougnet.org

www.wougnet.org

## Fonds Marek : Égalité filles-garçons par le sport

Le Fonds Marek est dédié à la mémoire de Marek Schoenmaeckers, décédé accidentellement le 28 septembre 2006 à l'âge de 19 ans. Sa mort brutale a laissé ses parents et amis effondrés tant Marek rayonnait de joie de vivre et était porteur de nombreux projets. Pour les aider à surmonter leur douleur et perpétuer le souvenir de leur fils, frère et camarade, ses parents, sa sœur et ses amis ont décidé de créer, avec l'aide du Club de basket Fresh Air de Jette, de la Fondation Roi Baudouin et de la FAO, un Fonds à sa mémoire qui pourrait transmettre à d'autres personnes l'amour qu'il avait de la vie, du sport et quelques unes de ses valeurs fondamentales, telles l'amitié, le dépassement de soi et la conviction que l'on peut agir et changer le monde pour le rendre meilleur et plus juste.

Marek avait passé toute sa petite enfance en Afrique dont il aimait les gens et les cultures. Le Fonds Marek a pour objectif de contribuer à promouvoir l'égalité entre filles et garçons en Afrique par la pratique d'un sport, notamment le basket (que Marek pratiquait lui-même), et à acquérir des valeurs de vie, telles le respect de soi et des autres ainsi que l'esprit d'équipe.

Ce projet s'adresse à quelque 200 filles et garçons qui apprennent à jouer au basket dans le cadre des écoles de la ville de Dosso au Niger. Les jeunes y trouvent une motivation supplémentaire pour rester à l'école. Le projet vise à favoriser l'égalité entre les filles et les garçons, à valoriser les jeunes au sein de leur communauté, à les écouter, et à faire passer des messages, par exemple sur la lutte contre le VIH/SIDA, les mariages précoces, l'importance de la scolarisation des filles, etc. L'un des enjeux est de donner aux jeunes l'envie de pratiquer un sport, d'être fiers de leur communauté et d'y jouer un rôle.

Outre des équipements sportifs, le projet prévoit l'envoi à Dosso d'un groupe de jeunes belges en novembre 2007, pour une formation de basket et un échange d'expériences dans d'autres domaines, comme la danse ou le théâtre.

En 2006 le Rapport sur le Développement Humain du PNUD a classé le Niger comme le pays le plus pauvre du monde. Le taux d'analphabétisme de la population s'élève à 83% et les problèmes de sécurité alimentaire et de santé y sont nombreux. Les femmes nigériennes jouent un rôle essentiel au sein de leur communauté, toutefois, de nombreux progrès sont encore à faire pour lutter contre les coutumes et traditions discriminatoires qui affaiblissent leurs efforts. Nous espérons que le Fonds Marek pourra contribuer à renforcer le rôle des filles et des femmes dans leur communauté.

Eliane Najros, Maman de Marek

✱ **Pour plus de renseignements,**

aller sur le site : [www.fondsmarek.org](http://www.fondsmarek.org) et/ou

contacter Eliane Najros : [enajros@msn.com](mailto:enajros@msn.com)

# Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes

## Une réponse pour atténuer l'impact du VIH/SIDA sur les orphelins et les enfants vulnérables en Afrique australe et orientale

Depuis 2004, la FAO a établi des « écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes » dans plusieurs pays africains, dans le but d'atténuer l'impact de l'épidémie du SIDA sur les populations rurales et, plus particulièrement, d'autonomiser les orphelins, les enfants et les jeunes vulnérables en améliorant leurs moyens de subsistance ainsi que leurs compétences en matière d'agriculture et de vie.

Le VIH/SIDA a un impact considérable sur les sociétés africaines rurales : les familles et les réseaux de solidarité sociale sont bouleversés, les orphelins se multiplient, les moyens de subsistance des communautés rurales et les mécanismes de transfert des connaissances sont durement touchés. Les écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (dont le sigle anglais est JFFLS) ont été créées par la FAO, en coopération avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), d'autres agences des Nations Unies, des gouvernements nationaux, des ONG et des institutions locales, en vue d'atténuer l'impact du VIH/SIDA sur les orphelins et les enfants vulnérables, de réduire les risques auxquels ils doivent faire face, et d'améliorer leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire à long terme.

### La méthodologie et le programme des JFFLS

Les JFFLS sont l'adaptation de deux méthodes d'apprentissage participatif qui ont fait leurs preuves quant aux besoins des jeunes en milieu rural : les écoles pratiques d'agriculture et les écoles d'apprentissage à la vie. Au cours de toute une saison agricole, un groupe de 30 enfants/jeunes (des filles et des garçons âgés de 12 à 17 ans) suivent un apprentissage en parallèle au cycle biologique des cultures, et établissent toute une série de liens et de connexions avec leur propre vécu et difficultés. Ils se réunissent entre une à trois fois par semaine, sur le terrain, pendant tout un après-midi, et reçoivent un apprentissage fondé sur la pratique et l'exploration. Une équipe interdisciplinaire de formateurs accompagne les enfants sur le terrain : un enseignant, un agronome/agent de vulgarisation agricole et un animateur social, spécialisé dans le théâtre, la danse et les activités créatives. Les volontaires communautaires travaillent systématiquement en étroite collaboration avec les formateurs.

Le programme d'enseignement de ces écoles est axé sur quatre priorités : (1) le site scolaire et les activités de terrain où les enfants apprennent par la mise en pratique, (2) les matières agricoles spécifiques, (3) les compétences nécessaires à la vie et (4) les activités culturelles (théâtre, danse, chant, etc.). Les activités d'apprentissage menées au niveau du site scolaire suivent le cycle biologique de l'agriculture locale. En fonction des choix réalisés par les

enfants ou les responsables communautaires en charge du projet, il peut s'agir des activités suivantes : aménagement du site, préparation de la terre, ensemencement ou plantation, désherbage et éclaircissage, construction d'unités de stockage adéquates, stockage des récoltes, compostage, gestion du bétail, création d'une pépinière et arrosage des légumes.

Le programme d'enseignement des JFFLS intègre l'apprentissage agricole et le met en relation avec les compétences nécessaires à la vie en fonction de thèmes mensuels, dans le cadre d'une approche holistique qui fait la spécificité et l'originalité de cette initiative. L'art, le théâtre, le chant et la danse (traditionnelle) jouent un rôle clé afin d'encourager l'expression individuelle et l'intégration avec les pairs. Ces activités aident également les enfants à gagner en confiance, à évaluer les risques, à résoudre les problèmes et à développer des attitudes encourageant l'égalité hommes-femmes.

### D'un projet pilote à une initiative à part entière

Les JFFLS ont été créées dans le cadre d'un projet pilote mené en Mozambique en 2003. Depuis lors, elles ont été perfectionnées, étoffées et adoptées par différents acteurs dans neuf pays africains, à savoir, le Kenya, le Malawi, la Namibie, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Le concept original a fait l'objet d'adaptations et d'innovations hautement créatives au sein des nouveaux environnements où il a été appliqué, dans le respect des spécificités écologiques, sociales et culturelles des contextes locaux. Mises en œuvre à l'origine par les biais des associations religieuses, les JFFLS sont désormais intégrées, dans la plupart des cas, au sein du système d'enseignement formel, auquel elles apportent de nouvelles contributions en termes d'apprentissage participatif et de bonnes pratiques en matière d'agriculture et de vie. Dans la mesure du possible, ces écoles sont également coordonnées au réseau d'écoles pratiques d'agriculture pour adultes. Le programme de distribution de repas scolaires du PAM, qui fournit des repas à l'ensemble des établissements abritant une école de type JFFLS, constitue une aide précieuse pour que les jeunes participent aux activités d'apprentissage avec le plus d'énergie et de dynamisme possible.



Depuis 2006, l'approche JFFLS s'est étendue au camp de réfugiés de Kakuma au Kenya (et bientôt en Ouganda), et a mis un accent tout particulier sur les orphelins et les enfants vulnérables victimes de violences civiles et les personnes déplacées. Une aide a été apportée par le Programme de travail à l'échelle du système des Nations Unies sur l'extension des services de VIH/SIDA aux populations relevant de l'aide humanitaire.

### Défis

Différents outils pédagogiques sont actuellement élaborés à l'intention des JFFLS : un manuel d'introduction afin de « faire ses premiers pas » dans l'univers des écoles JFFLS, quelques manuels à l'intention des formateurs et certains outils participatifs en matière de suivi et d'évaluation. En 2007, le programme JFFLS a été étendu et consolidé, après avoir été salué comme étant l'une des « meilleures pratiques » de la FAO. Les principaux défis qu'il lui faut relever sont : (1) consolider l'approche, (2) élaborer des stratégies viables de durabilité par le biais d'alliances avec les gouvernements, les ONG et les partenaires onusiens afin d'étendre l'initiative JFFLS tout en (3) conservant sa qualité technique et ses éléments clés et incontournables, à savoir la synergie exceptionnelle entre les compétences agricoles, les compétences nécessaires à la vie et l'expérience de terrain à caractère participatif.

✳ Pour de plus amples informations, veuillez contacter  
JFFLS – ESWD  
FAO, Viale delle Terme di Caracalla,  
00100 Rome, Italie  
E-mail : [jffls@fao.org](mailto:jffls@fao.org)

### ✳ Sources

- <http://www.fao.org/newsroom/en/news/2005/1000169/index.html>
- Brochure : [http://www.fao.org/hiv/aids/publications/JFFLS\\_Leaflet.pdf](http://www.fao.org/hiv/aids/publications/JFFLS_Leaflet.pdf)
- Djeddah, C., JFFLS, Empowering orphans and vulnerable children living in a world with HIV/AIDS: concept paper. Rome, FAO/PAM, 2005.
- Djeddah, C., Mavanga, R. et Hendrickx, L., Junior Farmer Field and Life Schools: Experience from Mozambique, extrait de Gillespie, S., AIDS, poverty and Hunger: Challenges and Responses, IFPRI, 2005.
- FAO, Harvesting for life, Film, Réalisé par : Boudicca Downes, 2005
- Getting started! Running a Junior Farmer Field and Life School, FAO/PAM, 2007. À télécharger via : [www.fao.org](http://www.fao.org)

## Egalité des droits de propriété, violences sexistes et vulnérabilité au VIH/SIDA

Les résultats préliminaires de recherches menées par la FAO sur le VIH/SIDA, l'inégalité hommes-femmes, les violences sexuelles et sexistes et les droits de propriété dans l'est du Kenya mettent en évidence l'importance de l'égalité des droits de propriété afin de prévenir les violences et de réduire la vulnérabilité au VIH/SIDA pour les femmes. Les recommandations formulées sur la base de ces résultats appellent à des actions politiques au niveau national et local.

En 2006, la Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural de la FAO (ESW) a réalisé une étude dans le district de Busia (est du Kenya), dans le cadre d'un programme de travail mené au niveau du système des Nations Unies sur l'extension des services sur le VIH/SIDA aux populations relevant de l'aide humanitaire.

L'objectif de ces recherches était de mieux comprendre la manière dont les violences sexuelles et sexistes et l'inégalité hommes-femmes augmentent la vulnérabilité au VIH/SIDA des filles et des femmes au sein des populations relevant de l'aide humanitaire. L'étude visait plus spécifiquement à étayer l'idée selon laquelle, d'une part, **l'égalité des femmes et des hommes sur les droits de propriété a une influence sur cette relation** et, d'autre part, que l'égalité hommes-femmes (en termes de droits de propriété) **réduit la vulnérabilité au VIH/SIDA**. Enfin, l'étude avait également pour but d'appuyer la formulation et la mise en œuvre d'interventions intégrant les distinctions sexo-spécifiques.

Les résultats préliminaires de l'étude (qui doivent encore être officiellement présentés et publiés) proviennent de l'analyse de méthodes tant qualitatives que quantitatives, et plus spécifiquement d'un questionnaire remis à 200 femmes victimes, ou non, de maltraitance. Il ressort de l'étude que les violences et la peur des violences constituent des facteurs de risque importants qui contribuent à la vulnérabilité des femmes et des filles à une infection par le VIH. Ces facteurs de risque, selon l'étude, sont fortement répandus et solidement enracinés et ont, à ce titre, un impact considérable sur la santé, le développement social et le bien-être économique des femmes.

L'étude met en lumière certaines données probantes montrant que **les droits de propriété jouent un rôle tant au niveau de la prévention des VSS que des possibles solutions afin de mettre fin à une situation de violence**. A l'échelle de la région étudiée, les biens d'importance qui sont la propriété des ménages (comme la terre, la maison familiale, le bétail et les objets de valeur) appartiennent généralement aux maris/conjoints, même si quelques femmes sont également propriétaires de ces biens. Les femmes non victimes de maltraitance sont plus

susceptibles d'être propriétaires de manière indépendante et autonome que les femmes victimes de violences. En comparaison, les veuves et les femmes séparées sont plus susceptibles d'être propriétaires de manière indépendante et autonome que les femmes vivant dans le cadre d'unions formelles ou coutumières. De surcroît, les femmes qui jouissent d'une autonomie financière sont plus susceptibles de mettre fin rapidement à une relation de maltraitance. Dans l'ensemble, il apparaît que les droits de propriété sont essentiels mais ne garantissent pas, à eux seuls, une prévention des violences sexuelles et sexistes contre les femmes. Cependant, ces droits de propriété autonomisent davantage les femmes et leurs donnent la capacité de se sortir d'une relation de violences, l'éducation et la sensibilisation constituant d'autres facteurs décisifs.

Le rapport recommande toute une série d'actions urgentes à entreprendre au niveau politique par différents acteurs, notamment les particuliers, les familles, les dirigeants de communautés, le système de justice pénale, les organisations communautaires, les ONG, les gouvernements et les acteurs internationaux. Le rapport insiste sur la nécessité d'encourager l'égalité hommes-femmes par le biais de campagnes d'information et de sensibilisation et via la mise en œuvre de politiques adéquates à l'échelon local et national.

D'autre part, l'étude recommande une amélioration des sources dont proviennent les moyens de subsistance des femmes ainsi qu'un accès accru aux programmes d'autonomisation économique pour les femmes et les filles. Les programmes participatifs fondés sur l'autonomisation et les moyens de subsistance, comme les écoles pratiques d'agriculture et les écoles d'apprentissage à la vie, pourraient être une solution adaptée, et dans le même temps servir de plate-forme de discussion sur les obstacles et les pressions que les violences sexuelles et sexistes font peser sur le droit coutumier et sur certaines pratiques culturelles locales.

### \* Sources

- *Research on HIV/AIDS, gender inequality, sexual and gender-based violence (SGBV) and equal property rights in Western Kenya, Mumbi Machera, version provisoire, juin 2007.*
- *Sexual and gender-based Violence, AIDS and Populations of Humanitarian Concern, rapport de surveillance, Esther Wiegers, mai 2007.*



## FAO Notes sur les Régimes Fonciers 2: Améliorer la parité hommes-femmes en matière d'accès à la terre

Ce guide a été rédigé pour aider les ONG qui cherchent à promouvoir un accès à la terre plus équitable pour les hommes et les femmes des communautés rurales. La terre est importante aux plans culturel, religieux et juridique et assure la nourriture, le logement et les activités économiques. Dans la plupart des sociétés, l'accès à la terre favorise certains individus et groupes au détriment d'autres. Les femmes constituent l'un de ces groupes défavorisés quant au nombre et à la sécurité des droits fonciers.

Le guide a pour objet les relations hommes-femmes et leur incidence sur l'accès à la terre. Il apporte quelques réponses aux questions « Qu'est-ce que l'accès à la terre ? » et « Pourquoi la parité hommes-femmes est-elle importante ? » Il présente des stratégies visant à améliorer la parité hommes-femmes, qui consistent, notamment, à évaluer la situation pour déterminer les problèmes de parité, à informer les personnes de leur droit à la terre et à œuvrer à l'émancipation des marginalisés. En conclusion, le guide décrit des stratégies permettant d'assurer que la parité hommes-femmes et l'accès à la terre sont pris en compte comme il convient dans les projets fonciers, tels la réforme agraire ou l'attribution et l'enregistrement des titres fonciers.

FAO, 2006

\* Pour télécharger : [www.fao.org](http://www.fao.org)

# Diobass : Eclairage sur les dynamiques de recherche-action paysanne au Burkina Faso

En avril 2007, lors de la «Foire aux Savoirs» de Tanlili, quelques 80 représentants d'organisations paysannes et de groupes de recherche-action se sont retrouvés pour présenter aux populations les résultats de leurs recherches et échanger leurs expériences avec divers acteurs du développement rural. Véritables espaces de partage de connaissances et de diffusion d'innovations paysannes dans le milieu social, les «Foire aux Savoirs» sont l'aboutissement de processus de recherche et témoignent des dynamiques sociales qui traversent les organisations paysannes.

Les sociétés paysannes africaines recèlent nombre de savoirs et de pratiques insuffisamment exploités. Il y réside un potentiel considérable d'innovations susceptibles de répondre aux problèmes et enjeux qui se posent aux communautés rurales. La principale difficulté de la valorisation des savoirs locaux est de disposer d'outils méthodologiques permettant de développer des dynamiques de recherche réunissant paysans et techniciens sur des thèmes communs. La recherche-action paysanne cherche à répondre à ce défi. Sur la base des savoirs et potentialités locales, des innovations adaptées au milieu sont mises au point, testées et validées, puis diffusées.

## Le rôle majeur de la communication

Les paysans disposent d'un riche savoir sur leur milieu et ses potentialités (pharmacopée, ressources naturelles, organisation sociale, etc.), mais manquent d'outils d'analyse, de connaissances fondamentales (causes ou vecteurs de maladies, phénomènes écologiques) ou de méthodes de travail pour le valoriser et l'exploiter. Les techniciens disposent de ces connaissances, mais ils sont peu habitués à les partager avec les paysans. Formés par un dispositif pédagogique orienté vers la vulgarisation, ils ont été préparés à transmettre un message technique, non à imaginer des solutions basées sur les potentialités et contraintes du milieu. La communication entre paysans et techniciens est souvent peu efficace lorsqu'il s'agit de valoriser les savoirs et ressources locales.

En recherche-action paysanne, des principes de communication sont mis en œuvre au cours de processus collectifs et sociaux. Ils visent à établir des relations équilibrées entre les paysans et les techniciens et à faciliter les échanges de savoirs. Une communication fructueuse s'installe et facilite le métissage des connaissances modernes et des savoirs populaires. Des synergies se développent et suscitent des dynamiques de recherche portées par les paysans. Il s'agit de recherches-actions paysannes qui visent à découvrir des solutions endogènes et durables aux problèmes identifiés par les paysans eux-mêmes.

## Un principe d'action: développer les dynamiques populaires

Diobass, *Ecologie et Société* accompagne sur le plan méthodologique des réseaux de recherche-action paysanne en Afrique francophone. L'un

de ceux-ci, la plate-forme Diobass du Burkina Faso, est composée de 26 organisations paysannes. Le réseau constitue un espace de communication au sein duquel les organisations membres déterminent et mettent en œuvre leurs programmes de recherche-action paysanne. Il est organisé en divers espaces thématiques liés à l'agriculture, l'élevage, la santé communautaire, les activités génératrices de revenus ou la gestion des ressources naturelles. Sur la base d'une analyse systémique approfondie de problématiques proposées par les organisations paysannes, les groupes de recherche-action se constituent sur une base volontaire. Leur objectif est de développer des recherches sur des thèmes précis, de proposer des solutions et in fine de les valider sur la base de protocoles de validation techniques, puis d'en diffuser les résultats. Le réseau se réunit régulièrement, soit sur une base thématique pour échanger des résultats obtenus, soit sur une base géographique pour évaluer les évolutions du programme et planifier ou orienter les activités futures.

## La diffusion et la valorisation des résultats

Les questions de diffusion et de valorisation des résultats de recherche sont capitales. Cependant, par rapport à d'autres systèmes de vulgarisation, la recherche-paysanne dispose d'un atout incomparable. Les innovations ayant été mises au point dans le milieu par des paysans-chercheurs, elles s'y diffusent facilement tant elles sont techniquement efficaces et adaptées sur le plan économique ou social. Par ailleurs, la taille du réseau et l'implication des organisations membres contribuent largement à la diffusion: rédaction et publication de livrets de capitalisation en langues nationales, participation aux émissions de radios communautaires sur les savoirs paysans, organisation de foires aux savoirs.

Parmi ce dispositif de diffusion, les foires aux savoirs sont un concept particulièrement porteur. Ce sont des espaces:

- d'échange et de réflexion entre acteurs de la recherche-paysanne,
- de promotion et de diffusion des innovations aux populations,



Les foires aux savoirs sont des espaces d'échange et de réflexion, de promotion et de diffusion des innovations, et de concertation entre les paysans et les acteurs locaux de développement.

- de concertation entre acteurs locaux de développement.

Lors de la foire de Tanlili, l'objectif de concertation entre la recherche-action paysanne et les acteurs locaux de développement était particulièrement présent. Outre la présentation des résultats sur les 25 stands de la foire tenus par les groupes de recherche-action, des temps de communication publics ont été organisés sous forme de panels thématiques. Chaque panel a permis d'échanger des résultats de la recherche paysanne et d'envisager des nouvelles perspectives de collaborations entre les acteurs du développement rural: recherche agronomique, pouvoirs locaux décentralisés, micro-finance, faitières des organisations paysannes, chambres d'agriculture.

Le principe des panels était de développer les échanges et d'identifier des points de convergence avec les différentes institutions. Les paysans chercheurs ont pu démontrer leurs capacités à produire de l'innovation et à susciter des dynamiques de changement. Ce faisant, ils font progresser dans les institutions le concept de recherche-action paysanne. Car, pour aussi pertinente qu'elle soit, la démarche de recherche-action paysanne souffre d'une reconnaissance encore timide des milieux institutionnels.

- \* Pour en savoir plus sur Diobass et la recherche-action paysanne, visitez le site : [www.diobass.com](http://www.diobass.com)



© UNFPA/Cristina Müller

## Le mariage des enfants, une pratique toujours présente dans l'Éthiopie rurale

Dans l'Éthiopie rurale, lorsqu'une fille est suffisamment âgée pour porter un seau d'eau, elle est dite prête pour le mariage. Lors de leur mariage, la plupart des fillettes ne savent pas ce qui les attend. Une récente étude menée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et son partenaire de la société civile, le Population Council, montre que seulement 2,8% des filles mariées avant l'âge de 10 ans avaient rencontré leur futur mari avant le jour de leur mariage.

« Une jeune fille a refusé d'avoir des relations sexuelles avec son mari et ce dernier l'a rouée de coups. Par la suite, elle a essayé de fuir pour aller trouver refuge chez ses parents, les suppliant de l'envoyer à l'école. Mais ils ont refusé et l'ont mariée à nouveau. Elle a fini par se pendre », raconte une jeune fille âgée de 15 ans de la région d'Amhara, dans le nord de l'Éthiopie. L'étude observe que, malheureusement, 89,7% des filles mariées avant l'âge de 10 ans ont été forcées à avoir des relations sexuelles contre leur volonté.

### Obéissance et soumission

« La principale raison, pour les parents, de marier leur fille à un jeune âge, est de garantir sa chasteté », explique Helen Amdemikael, responsable des questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes et au plaidoyer au sein de l'UNFPA. Selon Mme Amdemikael, en mariant les filles au plus jeune âge possible, les parents assurent l'obéissance et la soumission de la jeune mariée, à qui l'on a appris à exécuter les ordres de son mari et de sa belle-famille.

Le mariage précoce accroît également la probabilité de procréation. « Mais ce qui est ironique, c'est que le mariage précoce peut nuire gravement à la santé des enfants et des jeunes femmes, parfois incapables de mener à bien

une grossesse dans de bonnes conditions sanitaires », met en garde Mme Amdemikael.

### Illégal mais toujours présent

Devenu illégal en Éthiopie depuis l'adoption du nouveau Code de la Famille en 2000, le mariage précoce reste néanmoins une pratique que la loi peine à combattre. « Parfois, certaines personnes se refusent à marier leur fille, et sont immédiatement montrées du doigt par le reste de la communauté, mais c'est très rare », explique l'une des membres de l'Association éthiopienne des femmes juristes (EWLA), qui préfère garder l'anonymat.

Parmi toutes les régions que compte l'Éthiopie, celle d'Amhara est la plus touchée par ce problème. Dans cette région, au moins 45,8% des femmes sont mariées avant l'âge de 15 ans. Les fiançailles peuvent être conclues dès la naissance, mais le mariage a généralement lieu lorsque la jeune fille a entre 9 et 11 ans.

### Impact sur la santé

Les problèmes de santé liés au mariage précoce vont d'un traumatisme psychologique à long terme dû à des relations sexuelles forcées, à des grossesses prématurées qui sont à l'origine d'un taux élevé de mortalité maternelle et infantile. Le mariage avec des hommes plus âgés, qui présentent déjà un passé sexuel, ac-

croît également la vulnérabilité des jeunes filles aux maladies sexuellement transmissibles ainsi qu'au VIH/SIDA.

Parmi les jeunes filles mariées à un jeune âge, l'âge moyen de procréation est de 16 ans, par rapport à 22 ans pour les jeunes filles qui se marient à 19 ans. Avec seulement 6% des naissances supervisées par un professionnel de la santé dûment compétent, l'Éthiopie enregistre l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde, et il en est de même pour les cas de fistules.

### Impact social

« Après le mariage, la jeune fille devient, en quelque sorte, une esclave domestique et à ce titre, doit s'acquitter de la majeure partie des tâches domestiques, qu'il s'agisse de porter du bois de chauffage, faire la cuisine, faire le ménage, ou s'occuper des animaux », explique Mme Amdemikael. « Ce travail est déjà épuisant pour un adulte, et plus encore pour un enfant, une situation aggravée par le fait que la jeune fille est souvent isolée de ses connaissances ou de sa famille », ajoute-t-elle.

Privées d'accès à une scolarisation ou de contact social avec leurs pairs et le reste de la communauté, les jeunes filles sont donc moins susceptibles d'acquérir des compétences qui leur permettraient de subvenir elles-mêmes à leurs besoins.

« J'ai été mariée à un très jeune âge et ma belle-famille m'a forcée à coucher avec mon mari et il m'a fait souffrir toute la nuit. Depuis ce jour, dès que la nuit tombe, j'ai peur que l'expérience se répète. C'est ce que je déteste le plus », témoigne une jeune fille de la région d'Amhara, âgée de 11 ans, fiancée à l'âge de 5 ans.

### Projet Berhane Hewan

Récemment, un consortium de partenaires, regroupant le Ministère éthiopien de la jeunesse et des sports, le Ministère des affaires féminines, le Population Council et l'UNFPA, grâce à des fonds apportés par la Fondation Nike, a commencé la mise en œuvre d'un projet d'alphabétisation dans la région rurale d'Amhara, au sein de l'association rurale Mossobo, située à quelque 40 kilomètres de la capitale de la province, Bahir Dar.

Ce projet, baptisé Berhane Hewan (lumière du soir en amharique), combine les aspects d'un système de mentorat, avec un programme



© UNFPA/Cristina Müller



© UNFPA Cristina Müller

## Les femmes rurales au Sud-Kivu face aux violences sexuelles et à l'impunité – un état des lieux

Les guerres en République Démocratique du Congo (RDC) entre 1996 à 2003 ont occasionné de nombreux cas de violations des droits humains, dont des milliers de cas de viols et de violences sexuelles.

d'acquisition de compétences de vie et un projet d'alphabétisation, au sein duquel la communauté négocie avec les familles afin que les jeunes filles poursuivent leur scolarité. En construisant des puits et des fours de meilleure qualité au sein des communautés, le projet contribue à réduire le temps nécessaire à la réalisation des tâches domestiques, ce qui encourage les familles à accepter plus facilement que les jeunes filles s'absentent du foyer quelques heures par semaine.

En avril 2007, le projet a remis 647 brebis pleines à chacune des jeunes filles de Mossobo, afin de les encourager à continuer de prendre part au programme. Jusqu'ici, depuis le démarrage du projet il y a 18 mois, le taux de décrochage scolaire a été particulièrement bas. « Il est encore un peu tôt pour dire si le projet sera une vraie réussite », souligne Mme Amdemikael. Le principal défi à relever est de convaincre les familles qu'en scolarisant leurs filles, la famille toute entière peut y trouver un intérêt et que la chasteté des jeunes filles, et leur capacité à être de bonnes épouses n'en sont pas menacées, même si ces dernières apprennent un métier.

« De plus en plus de familles prennent conscience du fait qu'il vaut mieux permettre à leurs filles d'aller à l'école. Cependant, les filles sont toujours plus nombreuses à prendre la fuite en direction des centres urbains afin d'échapper au mariage précoce. Et sans le soutien de réseaux d'aide sociale, beaucoup se tournent vers la prostitution », explique Annabel Erulkar, du Population Council en Ethiopie.

Le projet Mossobo devrait s'étendre à 12 autres communautés en Ethiopie cette année, au niveau de 36 centres d'alphabétisation. Une deuxième composante du projet est actuellement étendue aux jeunes filles migrantes des centres urbains, et vise à garantir leur accès à la santé génésique et à l'éducation.

Cristina Müller, Conseillère en communication  
UNFPA Ethiopie

✳ Pour de plus amples informations sur le projet, veuillez contacter :  
Abraham Gelaw, Responsable de la communication,  
UNFPA Ethiopie  
gelaw@unfpa.org

Les auteurs de ces violences sexuelles n'ont que rarement été punis pour leurs actes : de tous les cas de violences sexuelles documentés et enquêtés par différentes ONG du Sud-Kivu, seuls environ 111 ont été soumis à la Justice. La suite de ces cas se résume ainsi : affaires enregistrées : 52 ; affaires jugées : 31 ; affaires en cours : 18 ; affaires en appel : 4 ; personnes arrêtées : 6 ; femmes indemnisées : 0. Le chiffre reflète clairement l'impunité avec laquelle les auteurs de violences sexuelles ont pu opérer.

Pendant la guerre et la période de transition, ces acteurs étaient pour la plupart des membres de différents groupes armés. Leur identification était très difficile et, dans les rares cas où ils étaient identifiés, soit leurs supérieurs les protégeaient, soit ils étaient si haut placés que les mettre en accusation était téméraire. Seules les preuves indirectes pouvaient donc être utilisées pour les amener devant la loi. De plus, l'insécurité généralisée inhérente à tout état de guerre, a fait en sorte que l'impunité était la règle.

Mais la situation continue encore aujourd'hui, malgré les efforts de divers acteurs de la société civile, du gouvernement et de la communauté internationale dans ce domaine. Il semble que l'impunité des actes de violences sexuelles encourage certaines personnes à se livrer à ces actes.

**Maman Bitondo Nyumba Ndolo, âgée de 59 ans et domiciliée à Fizi, est décédée à l'hôpital de Panzi en juin 2005, après avoir été agressée et violée en mai 2005 par des soldats de l'armée régulière. La mort de Maman Bitondo Nyumba reste impunie jusqu'aujourd'hui et les membres de sa famille et les témoins ne sont pas protégés, malgré les efforts de la SOFAD et de l'Arche d'Alliance, avec l'appui d'Amnesty International.**

### Le cas des enfants soldats

Le phénomène des *enfants soldats*, et les violations commises par eux, y compris les violences sexuelles, n'ont pas pris fin non plus. Qui plus est, leurs crimes ne tombent pas sous le coup de la rigueur pénale, parce que la loi congolaise prévoit à 18 ans l'âge auquel une personne peut être enrôlée dans les rangs des forces armées. Etant des mineurs juridiquement, ces enfants soldats ne sont donc pas considérés comme des militaires et il s'en suit qu'ils ne tombent pas sous la juridiction militaire. Ils sont plutôt jugés par le juge des enfants siégeant en matière d'enfance délinquante – mais la loi ne prévoit pas de peine pour les enfants délinquants, excepté l'internement dans un centre de rééducation. Sauf qu'il n'existe plus aucun de ces centres au Sud-Kivu...

Par ailleurs, bien souvent l'on se limite à poursuivre l'auteur des violences sexuelles en omettant toute poursuite des auteurs *intellectuels* : en l'occurrence, les personnes qui ont enrôlé l'enfant soldat mis en cause ainsi que toutes celles sous les ordres de celui qui exerce ses activités militaires.

### Les problèmes liés à l'application de la législation

Suite au plaidoyer des ONG des droits humains contre les violences sexuelles, appuyées par la communauté internationale, le code pénal congolais s'est doté de textes de loi répressifs. Les lois 06/018 et 06/019 du 20 juillet 2006 prévoient des mesures sévères de répression des violences sexuelles.

L'arsenal juridique devrait donc être suffisamment efficace pour la répression des crimes de violence sexuelle. Cependant, les éléments



© Dimitra



suivants font que cette loi n'est pas appliquée pleinement :

### 1. La faiblesse du système judiciaire

Le système laisse à désirer du point de vue quantitatif et qualitatif. La carence des magistrats est inquiétante : par exemple, le Tribunal de Grande Instance de Bukavu, dont le ressort couvre les 8 territoires de la province du Sud-Kivu, n'a que 7 magistrats dont 3 juges et 4 membres du parquet. Quant au Tribunal de Grande Instance d'Uvira, il ne compte que 3 magistrats dont un seul juge. Notons aussi qu'aucun mécanisme de recyclage ou de formation professionnelle n'est prévu pour ces magistrats, de sorte qu'ils sont rares les magistrats qui connaissent les droits humains.

### 2. L'ignorance de la loi

La population congolaise demeure dans une ignorance quasi-complète des normes juridiques. Beaucoup d'ONG des droits humains travaillent dans un tel amateurisme que la documentation qu'elles font des cas de violences sexuelles a peu de valeur juridique.

### 3. Les pratiques coutumières

La pratique qui prévoit de mettre fin aux poursuites d'un auteur de viol aussitôt qu'il a versé quelque bien à la famille de sa victime, soustrait un nombre considérable d'auteurs de violences sexuelles à leur juste punition. Et ceci bien que la loi prévoit la poursuite de ces auteurs même en l'absence de toute constitution de partie civile et que la coutume a une force inférieure à celle de la loi.

### 4. Le manque de mécanismes de protection des victimes, de leurs défenseurs et des témoins

Ceci constitue un handicap sérieux à l'établissement de la culpabilité des auteurs de violences sexuelles. Etant en majorité des hommes en arme, leur mise en accusation expose leurs victimes, les défenseurs de celles-ci ainsi que les témoins à des représailles. Pourtant rien de concret n'est prévu pour protéger ceux-ci.

### La parité homme-femme

En ce qui concerne la mise en œuvre du principe de la parité homme-femme comme prévue par l'article 14 de la Constitution de la RDC, à ce jour, cette loi mettant en œuvre ce principe n'a pas encore été soumise au vote du législateur. Bien plus, aucune mesure n'a encore été prise pour donner à la femme des chances égales à celles de l'homme, notamment en matière d'éducation. L'application d'une discrimination positive s'impose afin que cette parité homme-femme ne reste pas un vœu pieux.

Un lobbying soutenu devrait être mené afin que le parlement congolais mette une priorité sur



le vote de la loi organisant la parité homme-femme, et que le gouvernement priorise le renforcement de l'appareil judiciaire par la nomination de nouveaux magistrats et la dotation de moyens logistiques adéquats.

### Les stratégies utilisées par la SOFAD pour lutter contre les violences sexuelles

La SOFAD, Solidarité des Femmes Activistes pour la Défense des Droits Humains, travaille sur les défis et les stratégies à mettre en œuvre pour mettre fin à ces crimes contre l'humanité, notamment les stratégies efficaces d'assistance aux victimes de violences sexuelles et de la punition des auteurs de viol. Elle travaille ainsi sur la collection de preuves directes pour débloquent les obstacles qui se posent pour l'identification et la punition des acteurs de violences sexuelles.

Le travail de suivi et de sensibilisation de la SOFAD est fondé sur des activités culturelles (théâtre et musique), des conférences-débats, le monitoring, le plaidoyer et la diplomatie.

La SOFAD demande une intervention urgente à tous les niveaux pour lutter contre toutes les formes de violences faites à la femme, en évaluant l'impact socio-économique qu'elles ont sur la population victime du viol et de la violence sous toutes ses formes.

✳ **Gégé Katana Bukuru, Secrétaire exécutive**  
SOFAD, Solidarité des Femmes Activistes pour la Défense des Droits Humains  
Uvira, RDC  
Adresse postale : B.P. 26, Bujumbura, Burundi  
Tel : +243 81 0796650  
E-mail : kanagege@yahoo.fr

## Le Prix International Roi Baudouin pour le développement 2006-2007 consacre Front Line, pour la protection des défenseurs des droits humains

La Fondation Roi Baudouin a décerné son Prix International Roi Baudouin pour le Développement 2006-2007 à l'organisation Front Line « pour l'efficacité de ses efforts visant à briser l'isolement des défenseurs des droits humains à travers le monde, pour le soutien et la protection qu'elle leur apporte et pour son plaidoyer incessant en faveur d'un dispositif international de respect des droits humains, condition essentielle au développement. »

Front Line, ou Fondation Internationale pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains (Irlande), est la seule ONG internationale qui se consacre exclusivement au service et à la protection des défenseurs des droits humains, en particulier de ceux qui sont en danger. Front Line vise essentiellement à leur offrir une protection immédiate et les moyens concrets d'améliorer leur sécurité. Depuis sa création en 2001, Front Line a déjà pris en charge la situation de plus de 600 défenseurs des droits humains, dans plus de 100 pays. Front Line combine ces interventions concrètes, 24 heures sur 24, à un travail de plaidoyer international, pour promouvoir la visibilité et la reconnaissance des défenseurs des droits humains comme groupe vulnérable.

Le Prix International Roi Baudouin pour le Développement, d'un montant de 150.000 euros, a été remis à Mary Lawlor, la directrice de Front Line, le 8 mai 2007 au Palais Royal de Bruxelles. « En recevant ce Prix, je suis profondément consciente du courage extraordinaire des défenseurs des droits humains qui se lèvent chaque jour sans savoir s'ils vont être attaqués ou s'ils vont pouvoir rentrer le soir dans leur famille. C'est le courage avec lequel ils défient l'oppression et l'injustice qui stimule chacun d'entre nous à consacrer notre travail à les aider », a déclaré Mme Lawlor.

Mme Gégé Katana, de l'organisation congolaise SOFAD (voir article précédent) a également assisté à la remise du prix, et a témoigné du travail de Front Line en RDC

✳ [www.kbs-frb.be](http://www.kbs-frb.be)

# Tous égaux face au droit de manger, boire et posséder la terre

## Le droit à l'alimentation pour aider les femmes à améliorer leurs vies

**Nombreux sont les hommes et les femmes privés du droit à l'alimentation. Pourtant, leur sort passe largement inaperçu. Malgré des progrès spectaculaires en termes de production alimentaire mondiale, 854 millions de personnes souffrent encore des effets de la faim et de la sous-alimentation chroniques. Cette importante violation des droits humains affecte plus d'un huitième de la population mondiale. Les femmes sont les plus durement touchées.**

Les problèmes du droit à l'alimentation trouvent souvent leurs racines dans la loi. L'accès aux ressources naturelles, telles la terre et l'eau, en est un parfait exemple. Souvent, les femmes ne sont pas reconnues comme égales aux hommes aux yeux de la loi. L'indépendance économique des femmes et leur capacité à se nourrir sont limitées. Moins de 2% de la totalité des terres est détenue par des femmes. Le droit de la famille peut restreindre la gestion de la propriété et le droit d'hériter d'un patrimoine foncier est souvent refusé. De plus, les politiques d'aide et les systèmes de distribution de nourriture sont minés par la discrimination. Il en est de même pour les réformes agraires qui excluent fréquemment les femmes d'un accès à la terre.

Les hommes et les femmes souffrant de la faim appartiennent, pour la plupart, aux couches de la société les plus marginalisées. Il s'agit d'agriculteurs pauvres et pratiquant une agriculture de subsistance, de femmes vivant de la pêche ou encore de populations habitant des forêts dans des zones montagneuses et d'autres régions défavorisées sur le plan géographique, climatique et social. La faim freine le développement et l'absence de revenu et d'activité économique alimentent le cercle vicieux de la faim. En outre, la plupart des personnes qui souffrent de la faim appartiennent à des minorités ethniques ou religieuses, sont victimes

de discriminations fondées sur leur origine tribale ou sociale, vivent avec le VIH ou d'autres maladies, sont des réfugiés, des personnes âgées et des enfants. Aucun de ces groupes n'a généralement voix au chapitre dans la prise de décisions politiques et économique.

### Les instruments juridiques et l'approche fondée sur les droits humains

L'approche fondée sur les droits humains et appliquée à la sécurité alimentaire a pour but de remédier à cette situation. Une telle approche traite tout autant du résultat à atteindre, à savoir mettre un terme à la faim et à la sous-alimentation, que de la nécessité de donner les moyens aux hommes et aux femmes concernés de prendre leur destin en main et de garantir un processus décisionnel équitable et transparent afin d'atteindre ces objectifs.

Les 156 nations qui ont ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) sont tenus de veiller à ce que toute personne ait accès aux ressources lui permettant de produire ou d'acheter suffisamment d'aliments pour non seulement prévenir la faim, mais également assurer sa bonne santé et son bien-être. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) requiert des États parties à cette dernière qu'ils prennent en considération les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les femmes rurales. En vertu de cette Convention, les femmes rurales doivent bénéficier d'une égalité de traitement en matière de réforme des systèmes fonciers et agraires ainsi qu'au niveau des programmes de réinstallation.

Par ailleurs, les Directives sur le droit à l'alimentation (Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale), acceptées par tous les États membres de la FAO, affirment la nécessité d'une « législation soucieuse du rôle égal des femmes et des hommes » et d'un accès égal aux « ressources productives, telles que le crédit, la terre, l'eau et les technologies adaptées ».

### Les pionniers du droit à l'alimentation

Au Brésil, la mobilisation en faveur de l'inclusion sociale et de la sécurité alimentaire de plus de 800 ONG différentes et le soutien apporté par le gouvernement ont conduit à la



mise sur pied d'un « partenariat public-privé » couronné de succès, visant à faire du droit humain à une alimentation adéquate une réalité. Les politiques ainsi élaborées s'articulent autour du concept de responsabilité fondé sur le respect des droits de la personne humaine ainsi que sur des mécanismes de recours à l'intention des bénéficiaires.

En vertu d'une décision historique, la Cour Suprême d'Inde a ordonné à l'ensemble des États du pays de servir des repas chauds dans les cantines de tous les établissements scolaires publics. En Ouganda, en Indonésie, en Afrique du Sud, en Sierra Leone et au Mozambique, les pouvoirs publics ont élaboré des politiques fondées sur le droit à l'alimentation et d'autres pays devraient bientôt leur emboîter le pas.

La FAO défend le droit à l'alimentation au vu de l'importance intrinsèque de ce dernier mais également du rôle qu'il peut jouer en tant que moteur de changement positif. Les Directives sur le droit à l'alimentation fournissent un cadre d'orientation et une liste d'actions concrètes, reconnus et acceptés au niveau international. L'Unité chargée du droit à l'alimentation de la FAO, nouvellement créée, aide les gouvernements et les organisations de la société civile à impulser les changements. L'Unité apporte une assistance législative, contribue à l'évaluation des budgets, assure un contrôle des politiques en vertu d'une approche fondée sur les droits humains et fournit du matériel de plaidoyer et de formation tant aux « titulaires de droits » qu'aux « porteurs d'obligations ». Une collaboration plus étroite entre l'Unité et Dimitra est également prévue.

#### \* Pour en savoir plus, contactez:

Andreas von Brandt, Conseiller Communications pour les Droits Humains  
Unité Droit à l'Alimentation (Right to Food Unit)  
Département économique et social, FAO  
[www.fao.org/righttofood](http://www.fao.org/righttofood) – [righttofood@fao.org](mailto:righttofood@fao.org)



© Dimitra

# Le quatrième Congrès Mondial des Femmes Rurales : un rassemblement de femmes rurales du monde entier

Le quatrième Congrès Mondial des Femmes Rurales (CMFR) s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud, du 23 au 26 avril 2007. Le Congrès avait pour objectif de débattre des problèmes divers et universels auxquels sont confrontées aujourd'hui les femmes rurales et d'échanger des expériences concrètes de bonnes pratiques afin de s'attaquer à ces problèmes à l'échelle mondiale.

Le CMFR est un rassemblement international de femmes rurales, organisé tous les quatre ans. La tenue de cette quatrième édition en Afrique du Sud avait été incorporée aux résolutions formulées lors du Congrès de 2002 organisé en Espagne.

Cecilia Yuyi, assistante du programme PROD-DER (le Répertoire d'ONG et du Développement d'Afrique du Sud), a participé au CMFR et confirme que ce dernier « était une occasion, pour les femmes du monde entier, de se rassembler et de partager leurs idées ». Les participants au Congrès ont abordé des questions liées au développement des femmes rurales, à leurs moyens de subsistance et à leur participation à l'économie via l'exploitation des terres et l'agriculture.

Le Congrès a permis aux femmes rurales de rencontrer d'autres femmes rurales provenant de différentes régions du monde et, surtout, des donateurs potentiels. L'un des thèmes abordés au cours des quatre jours de discussions a été le rôle joué par les gouvernements dans l'autonomisation des femmes rurales. Selon Cecilia

Yuyi, l'idée selon laquelle les gouvernements devraient fournir aux femmes rurales des microcrédits en vue de les aider à combattre la pauvreté a été fortement mise en avant.

Seul bémol à l'événement selon Cecilia Yuyi, l'exclusion des femmes rurales en tant qu'oratrices principales. Même si le Congrès a été organisé à l'intention des femmes rurales afin d'évoquer leurs problèmes, un très petit nombre d'entre elles ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue personnel. « Il s'agissait de responsables très influentes qui s'adressaient aux femmes rurales afin de leur parler des difficultés rencontrées par ces dernières », fait remarquer Cecilia Yuyi.

Ce constat a été mis en évidence par une manifestation d'environ 600 femmes rurales sud-africaines à l'extérieur du bâtiment accueillant la conférence, qui protestaient contre le fait d'avoir été, à leurs yeux, tenues à l'écart du Congrès. L'un des points soulevés par les manifestantes était l'exclusion de caractère technologique dont les femmes rurales sont victimes : selon elles, de nombreuses femmes

rurales n'avaient pas pu s'inscrire au Congrès par manque d'accès au courrier électronique ou au fax. Afin de briser cette image d'un Congrès où un groupe d'intellectuels et de responsables gouvernementales s'adressent aux femmes rurales, la Ministre d'État de la Condition féminine et du Développement de l'Enfance de l'Inde, Renuka Chowdhury, a suggéré que le prochain Congrès se tienne dans un environnement rural. Reste à savoir si une telle mesure suffira à résoudre le problème...

Toutefois, malgré le fait que le CMFR doive relever quelques défis, il faut reconnaître qu'il s'agit là d'un pas dans la bonne direction, dans la mesure où les femmes rurales ont cruellement besoin d'une plate-forme où les préoccupations qui sont les leurs sont exprimées et discutées.

Badumile Duma, Coordinatrice du service d'information SANGONeT, Partenaire de Dimitra en Afrique australe  
info@sangonet.org.za – www.sangonet.org.za

\* Pour de plus amples informations au sujet du CMFR, veuillez visiter l'adresse suivante  
[www.nda.agric.za/docs/WCRW/Default.htm](http://www.nda.agric.za/docs/WCRW/Default.htm)

## Madagascar : profil d'une organisation de femmes à la base

### FIVEMI, Fikambanana'ny Vehivavy Mihary

L'Association de femmes rurales FIVEMI, établie en 2005, est composée de 50 femmes membres, âgées de 20 à 50 ans, toutes mères au foyer.

#### Indépendance financière

L'objectif de la FIVEMI est de libérer les femmes de la dépendance financière de leurs époux et de trouver des sources de revenus pour leur foyer. L'Association vise à émanciper chacune des membres par l'occupation d'un emploi et surtout à les professionnaliser dans leur domaine d'intervention.

L'Association exerce de nombreuses activités dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage mais surtout dans l'artisanat. Dans ce domaine, on constate une grande complémentarité et synergie entre les femmes sur le plan créatif. Elles produisent divers articles tels que les portes-pains, épicières, corbeilles, chapeaux, nattes, petits sacs, sacs à main, portemonnaie, sacs à dos, broderies, vases et fleurs décoratives.

Elles utilisent des matières locales, à savoir le ravin-dahasa (cultivé près des rizières) et le aravola, ramassé, broyé et séché au soleil. Pour s'approvisionner en raphia et penjy en matière déjà travaillée et préparée, les femmes doivent se rendre à la capitale.

#### Développement des activités

A l'origine, l'Association ne disposait d'aucun fonds mais vivait du fruit des contributions de ses membres, qui ont cherché à trouver des débouchés afin d'écouler les produits. Dans le but de se faire connaître par les touristes, l'Association a adhéré au syndicat des artisans, a coopéré avec les boutiques pour exposer ses produits artisanaux, et a participé à différentes foires.

Grâce à ces initiatives, la FIVEMI a commencé à recevoir des commandes qui ont permis de progresser petit à petit vers le succès. La plupart des clients sont des touristes qui apprécient énormément les produits artisanaux. L'association prélève 10% du prix des articles vendus, en vue de faire face aux divers frais de fonctionnement, le reste des revenus revient aux productrices.

#### Méthodes de travail et organisation

En dehors des réunions mensuelles, la Présidente convoque une réunion de planification à l'arrivée de commandes importantes. Les membres s'organisent alors de façon appropriée, en

fonction de l'importance des commandes et de la diversité des compétences de chacune.

#### Problèmes rencontrés

Malgré la croissance des activités, l'Association a rencontré des obstacles, tels l'insuffisance de fonds en cas d'affluence de commandes ou le manque de formation qui empêche l'épanouissement du talent en véritable activité professionnelle. Un autre problème entravant le développement de cette filière est l'existence d'intermédiaires qui touchent une prime et font ainsi baisser les revenus des artistes. Quant aux matières premières, elles devraient être traitées avec des techniques plus modernes pour avoir plus de rendement.

Mais l'Association s'efforce d'étendre et d'améliorer ses activités, et il est certain que la persévérance et la solidarité des membres conduiront vers le succès !

\* Pour des informations supplémentaires, contactez FIVEMI  
Mme Elizabeth Rasoamananjara, Présidente  
Fokontany Andohanako,  
Commune Rurale Manandona  
District Antsirabé II, Région Vakinankaratra  
Madagascar

## PUBLICATIONS

### 20 sites francophones clefs sur le genre

Ce document contient la liste de sites Internet en français, qui fournissent des informations sur des thèmes variés liés au genre. La liste comprend des sites d'organisations basées au Sud et au Nord ainsi que d'organisations multilatérales impliquées dans des actions pour la promotion de l'égalité de genre et la défense des droits des femmes.

BRIDGE Bibliographie n° 17  
[www.bridge.ids.ac.uk/bibliographies.htm](http://www.bridge.ids.ac.uk/bibliographies.htm)

### SIDA et théâtre - Comment utiliser le théâtre dans le cadre de la réponse au VIH/SIDA? Manuel pour les groupes de théâtre

Le théâtre interactif, s'il est correctement employé, peut être un outil très puissant pour amorcer des changements de comportement et véhiculer de l'information sur le VIH/SIDA. Ce manuel a été élaboré afin de donner des orientations pratiques sur la manière d'utiliser le théâtre dans un contexte de VIH/SIDA par le biais de méthodes de communication participative basées sur les enseignements et les expériences de troupes de théâtre de différentes régions du monde.

UNESCO & UNOSIDA, Juin 2003  
[www.dakar.unesco.org](http://www.dakar.unesco.org)

### Améliorer la foresterie pour réduire la pauvreté: Manuel du praticien

Ce manuel offre des suggestions aux praticiens et aux communautés rurales qu'ils desservent sur les moyens de prévenir, d'atténuer et de faire reculer la pauvreté par des interventions basées sur la forêt. Le document souligne l'importance d'adapter sur mesure les activités aux circonstances locales et d'utiliser des approches participatives pour concevoir et mettre en œuvre les interventions.

FAO, 2007  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

### Bringing Women into Governance (Encourager la participation des femmes aux organes de gouvernance)

Ce manuel met l'accent sur les efforts déployés en vue d'accroître la participation des femmes au sein des organes de gouvernance. Il montre la manière dont les organisations et les militants du monde entier peuvent encourager une plus grande égalité hommes-femmes en matière d'engagement civique, de plaidoyer, de participation électorale et de gouvernance, dans le but d'améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. Au total, six chapitres mettent en lumière les principales approches utilisées afin d'encourager les initiatives prises par les femmes pour amener les gouvernements du monde entier à être plus attentifs aux besoins des populations féminines.

CEDPA, 2006  
[www.cedpa.org/section/publications](http://www.cedpa.org/section/publications)

### Citoyens et média : guide pratique pour un dialogue entre citoyens et média

Cette publication est une contribution importante à l'action menée par l'UNESCO pour promouvoir des médias citoyens et le dialogue avec les médias, en particulier entre les radiodiffuseurs et les groupes de la société civile, et pour favoriser la création d'associations de citoyens. Le guide décrit

le contexte de pays francophones africains et maghrébins, et propose les bonnes pratiques à recommander par rapport à leurs identités et spécificités. La publication contient également un certain nombre d'approches, conseils et modèles possibles, tirés d'expériences avancées dans d'autres régions.

UNESCO, 2006  
[unesdoc.unesco.org](http://unesdoc.unesco.org)

### Community Radio Social Impact Assessment – Removing Barriers, Increasing Effectiveness. Challenges, Findings, Reflections, Experiences, Lines of Actions for Community Radio Stakeholders – AMARC Global Evaluation 2007

(Évaluation de l'impact social des radios communautaires : Surmonter les obstacles, accroître l'efficacité. Défis, constats, réflexions, expériences et plans d'action à l'intention des acteurs des radios communautaires – Évaluation mondiale 2007 réalisée par l'AMARC)

En 2006, l'AMARC a réalisé un travail de recherche participative à grande échelle afin de déterminer les obstacles à un impact potentiellement positif des radios communautaires et d'examiner les différentes approches possibles visant à accroître l'efficacité des radios communautaires dans le but de réduire la pauvreté, d'encourager le développement, de garantir l'inclusion sociale et de renforcer la démocratie au niveau des communautés locales.

AMARC, 2007  
[evaluation.amarc.org/evaluation.php](http://evaluation.amarc.org/evaluation.php)

### Developing Radio Partners: Guidebook on Sustainability (Développer des partenariats radio : Guide sur la durabilité)

Via l'étude de six stations de radio indépendante locales, ce guide relatif à la gestion et à la durabilité des radios locales propose une vision différente du concept même de durabilité. L'étude met en lumière un large éventail de facteurs (contexte, leadership, gestion, partenariats, programmation, capacités humaines et techniques, motivation, soutien communautaire, étude d'audience et de nombreux autres) et montre la manière dont leur interaction contribue à la durabilité globale des stations de radiodiffusion.

Developing Radio Partners, 2006  
[www.developingradiopartners.org](http://www.developingradiopartners.org)

### Donner aux jeunes femmes le pouvoir d'initier le changement

Ce manuel a pour but de permettre aux jeunes femmes de préparer et de faciliter leur formation à un large éventail de problématiques qui les concernent au premier chef. Des femmes provenant de différentes régions ont participé à l'élaboration de ce manuel, qui contient des modules relatifs au leadership des femmes, à la justice économique, au VIH/SIDA, aux droits humains, à la paix, à l'estime de soi et à l'image corporelle, à la santé sexuelle et génésique et aux violences faites aux femmes. Les animateurs travaillant avec des groupes de jeunes femmes y trouveront un grand nombre de conseils ainsi que des propositions d'activités.

World YWCA / UNFPA, 2006  
[www.unfpa.org](http://www.unfpa.org)



## SITES INTERNET

### Système d'informations et de connaissances sur le droit à l'alimentation de la FAO

Via ce site Internet interactif, les utilisateurs peuvent améliorer leurs connaissances relatives au droit à l'alimentation en tant que droit humain, avoir accès à des ressources en vue de renforcer leurs capacités aux niveaux national et international, et trouver des orientations, des méthodes et des instruments afin de les aider à appliquer le droit à l'alimentation à l'échelon national. Les ressources disponibles incluent du matériel de formation, un module d'apprentissage en ligne ainsi qu'une bibliothèque virtuelle comprenant des manuels, des documents techniques, des dossiers d'actualité, des études de cas et des publications.

[www.fao.org/righttofood/portal\\_fr.htm](http://www.fao.org/righttofood/portal_fr.htm)

### L'Alliance Genre et Eau (GWA)

La mission de GWA est de promouvoir l'accès équitable des femmes et des hommes et une gestion saine et appropriée de l'eau qui servirait à l'approvisionnement domestique, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale. GWA reconnaît qu'un accès équitable ainsi qu'un contrôle sur l'eau est un droit fondamental pour tous, et constitue un facteur critique dans la promotion de l'éradication de la pauvreté ainsi que sa durabilité.

[www.fr.genderandwater.org](http://www.fr.genderandwater.org)

### ITRAINONLINE

La rubrique intitulée « Ressources for Women » (Ressources pour les femmes) de ce site Internet est destinée tant aux formateurs qu'aux utilisateurs finaux et fournit une série de liens vers des ressources spécifiques aux femmes. Ces ressources sont divisées en deux catégories, à savoir : ressources de formation à caractère général liées aux femmes et aux questions de genre et ressources TIC axées sur les femmes et regroupées par thème.

[www.itrainonline.org/itrainonline/women](http://www.itrainonline.org/itrainonline/women)

### Portail d'information des Systèmes d'Innovation Rurale (RIS)

Ce portail de l'Institut Royal des Tropiques (KIT) fournit non seulement un accès gratuit aux versions électroniques de la documentation pertinente (en texte intégral) mais également une série de liens vers des bulletins d'information, des groupes de discussion, des sites Internet et des bases de données bibliographiques, ainsi qu'un accès à un annuaire d'organisations et de projets.

[portals.kit.nl](http://portals.kit.nl)



- ☉ **Engaging Boys and Men to Empower Girls: Reflections from Practice and Evidence of Impact**  
 (Impliquer les garçons et les hommes dans l'autonomisation des filles : Réflexions sur des approches pratiques et preuves concrètes d'impact)

Ce texte reflète les différentes manières dont les garçons sont éduqués, par la société, afin de considérer les filles et les femmes sous l'angle de la soumission sexuelle. Il dresse également une synthèse des enseignements tirés d'un certain nombre d'expériences récemment menées afin d'impliquer davantage les garçons et les hommes dans l'autonomisation des filles et des femmes au sein d'environnements divers et variés. L'expérience montre que les hommes et les garçons peuvent, en relativement peu de temps, changer d'attitude et de comportement via leur participation au programme et que de tels changements ont, dans pratiquement tous les cas, un impact positif sur le bien-être des femmes et des filles, ainsi que sur celui des hommes et des garçons eux-mêmes.

UNDAW, 2006  
[www.un.org/womenwatch/daw/](http://www.un.org/womenwatch/daw/)

- ☉ **Gender and law. Women's Rights in Agriculture**  
 (Genre et droit. Les droits des femmes dans l'agriculture)

Cette étude analyse la place occupée par la dimension genre dans la législation agricole d'un certain nombre de pays à l'échelle internationale, en examinant le statut juridique des femmes dans trois domaines clés : droits à la terre et aux autres ressources naturelles, droits des travailleuses agricoles et droits relatifs aux activités agricoles indépendantes des femmes, qui vont du statut de la femme au sein des coopératives rurales à l'accès des femmes au crédit, à la formation et aux services de vulgarisation agricole.

FAO, Étude législative n° 76 (révisée), 2006 (28\$)  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

- ☉ **In Search of Equality: A Survey of Law and Practice related to Women's Inheritance Rights in the Middle East and North Africa (MENA) Region**  
 (En quête d'égalité : Une étude de la législation et de la pratique liées au droit à l'héritage des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord)

Cette étude dresse un état des lieux du droit à l'héritage dans 10 pays de la région et relate certaines expériences concrètes de femmes en matière d'héritage. Le rapport met en lumière la complexité de la problématique, définit les causes et les conséquences des violations du droit à hériter et recommande une série de changements clés à opérer sur la base d'un cadre de droits humains. La principale observation qui ressort de cette étude est que les lois relatives à l'héritage devraient être réformées afin de garantir une totale égalité entre les hommes et les femmes. Autre constat, l'éradication des racines culturelles des coutumes, traditions et concepts discriminatoires constitue un obstacle beaucoup plus difficile à surmonter. Enfin, l'éducation doit être élevée au rang de priorité, dans la mesure où la plupart des femmes n'ont pas connaissance de leurs droits.

COHRE, 2007  
[www.cohre.org](http://www.cohre.org)

- ☉ **Livelihoods and Gender Analysis for Achieving Gender Transformative Change**  
 (Moyens de subsistance et analyse de genre pour garantir un changement majeur dans les relations hommes-femmes)

Ce document fait partie d'une série de documents de travail examinant les rapports entre les moyens de subsistance et l'accès aux ressources naturelles. Il passe en revue les principaux aspects liés aux moyens de subsistance et aux questions de genre et analyse les « connexions » qui existent entre les deux. Il met l'accent sur l'importance d'aborder les questions de genre au sein des programmes de développement fondés sur les ressources naturelles sous l'angle des moyens d'existence. Le document insiste sur la nécessité d'aller au-delà des analyses des rôles propres aux deux sexes et soulève certaines questions d'ordre général afin de contribuer à l'examen des relations hommes-femmes et de leur évolution. Il se projette également dans l'avenir en envisageant la possible configuration future des projets liés au genre et prône une aide accrue aux opérations non agricoles fondées sur les ressources naturelles afin de renforcer les moyens de subsistance, en particulier ceux des femmes rurales.

FAO, LSP, Document de travail n° 41, 2006  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

- ☉ **Question de genre. Un livre jeu sur l'égalité entre femmes et hommes au Nord et au Sud**

Pour tout public, un livre et un jeu de 20 cartes illustrées en couleurs sur l'égalité entre les femmes et les hommes, à lire et à jouer, seul(e), à deux, à trois ou en groupe. Plusieurs angles d'approche sont présentés : témoignages ; statistiques ; analyses ; idées nouvelles ; extraits de loi ; jeux et tests. C'est un livre à lire, mais aussi à jouer, dont les exemples et citations proviennent du Nord et du Sud de la planète.

Le Monde selon les femmes, 2007 (10€)  
[www.mondefemmes.org/publications/](http://www.mondefemmes.org/publications/)

- ☉ **Les violences sexuelles : arme de guerre, entrave à la paix**

Migration Forcée Revue 27 (FMR 27), mars 2007  
 FMR 27 examine les défis et les possibilités liés à la lutte contre les violences sexuelles observées dans des situations de conflits, de post-conflits et de reconstruction. Cette étude s'inscrit dans le prolongement du Symposium international sur les violences sexuelles en période de conflit et au-delà de juin 2006, organisé conjointement par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), la Commission européenne et le gouvernement belge. Des présentations, axées sur les approches pratiques et réalisées par 40 spécialistes représentant un large éventail d'agences humanitaires, mettent en lumière les problèmes et les défis principaux, les bonnes pratiques, les programmes innovants et les recommandations pertinentes.

Refugee Studies Centre & UNFPA, 2007  
[www.migrationforcee.org/publications.htm](http://www.migrationforcee.org/publications.htm)

- ☉ **The Shame of War: Sexual Violence against Women and Girls in Conflict**

(Le visage honteux de la guerre : les violences sexuelles perpétrées contre les femmes et les filles en période de conflit)

Cet ouvrage de référence rassemble des portraits et des témoignages de femmes victimes de violences sexuelles en période de conflits armés. La portée et la nature de ces violences sont passées au crible, ainsi que les différentes approches adoptées par la communauté internationale pour s'attaquer au problème des violences sexuelles perpétrées contre les femmes et les filles en situation de conflits et de post-conflits.

OCHA/IRIN, 2007  
[www.irinnews.org](http://www.irinnews.org)

- ☉ **La Situation des Enfants dans le Monde 2007 – Femmes et enfants: le double dividende de l'égalité des sexes**

Ce rapport examine la discrimination et la marginalisation auxquelles se heurtent les femmes tout au long de leur vie et définit les mesures à prendre pour éliminer la discrimination et favoriser l'autonomisation des femmes et des filles. Il analyse d'abord la situation actuelle des femmes et explique ensuite en quoi l'égalité des sexes favorisera la réalisation de tous les Objectifs du Millénaire pour le Développement et comment les investissements réalisés en faveur des droits des femmes seront à terme doublement rentables, en faisant progresser les droits des femmes aussi bien que ceux des enfants.

UNICEF, 2006  
[www.unicef.org/french/sowco7/index.php](http://www.unicef.org/french/sowco7/index.php)

- ☉ **What Happened to the Women? Gender and Reparations for Human Rights Violations**  
 (Qu'est-il arrivé aux femmes ? Genre et réparations au titre de violations des droits humains)

Cet ouvrage dresse une chronique des violations des droits humains commises à l'encontre des femmes dans le contexte de conflits violents, et met l'accent sur la signification que revêtent ces crimes pour les femmes qui en sont victimes et sur les suites observées. L'un des thèmes clés est celui de la réparation des souffrances vécues par les femmes, et la manière dont les procédures existantes peuvent prendre en considération la nature particulière des préjudices subis par les femmes, tout en contribuant à faire valoir le statut des femmes en tant que citoyennes jouissant de droits égaux.

SSRC, 2006  
[www.ssrc.org](http://www.ssrc.org)

- ☉ **Women Ink. Catalogue of Books and Training Resources on Women and Development**  
 (Catalogue d'ouvrages et de ressources de formation sur les femmes et le développement)

Riche de plus de 70 nouveaux ouvrages élaborés par des organisations de femmes, des universités et des organes de presse du monde entier, ce catalogue est indispensable aux universitaires, aux militants et aux agents du développement qui souhaitent se tenir informés des nouveaux courants de pensée dans le domaine de la condition féminine, du genre et du développement.

Women Ink., International Women's Tribune Centre, 2006  
 Pour recevoir un exemplaire gratuit, veuillez écrire à l'adresse suivante : [joey@womenink.org](mailto:joey@womenink.org)

- ☉ **Working with the Media on Gender and Education: A Guide for Training and Planning**  
 (Travailler avec les médias sur les questions de genre et d'éducation : Guide pour la formation et la planification)

Ce guide a été conçu pour aider les acteurs des campagnes d'éducation et de sensibilisation au genre à mettre en place une collaboration plus efficace avec les médias en vue de promouvoir une éducation garantissant l'égalité hommes-femmes. L'ouvrage examine les problématiques de l'égalité de genre en matière d'éducation et fournit des conseils pratiques sur la collaboration avec les médias. Le lecteur trouvera des propositions d'activités (accompagnées de fiches d'exercices pratiques) visant à aider les groupes à encourager et approfondir les discussions relatives aux thèmes abordés.

Oxfam, 2006  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)